

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 25 juillet 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°430 ■

Chronique Eco

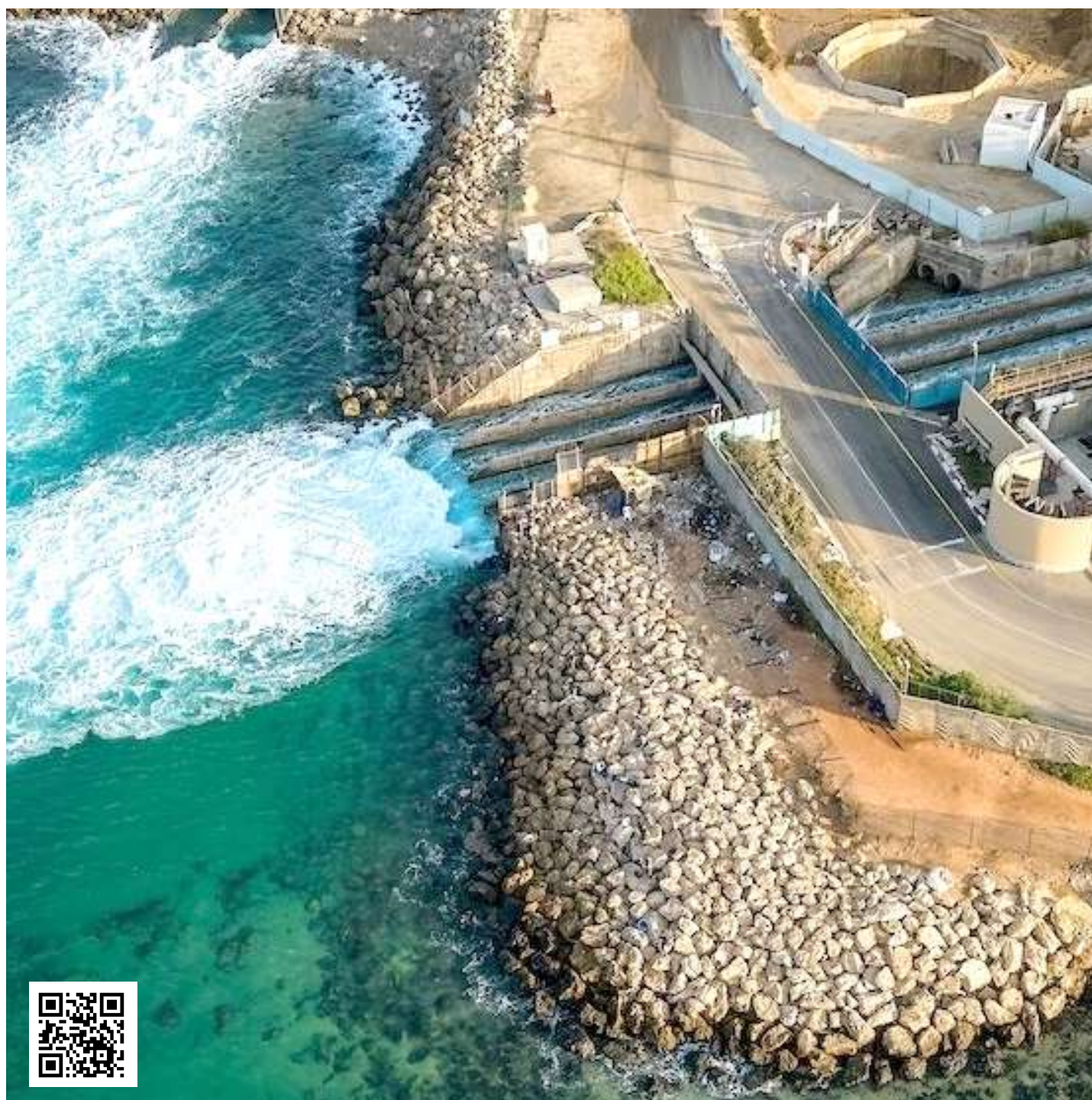
**L'argent facile
produit des
situations
difficiles**

P 16

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Vers l'introduction des EnR dans les nouvelles stations

Le coût d'exploitation des stations de dessalement de l'eau de mer est un sujet crucial pour les pays qui adoptent cette technologie pour répondre à leurs besoins en eau potable. En Algérie, par exemple, la production d'eau dessalée coûte entre 0,65 et 0,85 dollar par mètre cube, soit l'équivalent de 100 à 140 DA (hors coût du transport via le réseau de distribution). P 3



CLASSIFICATION DE REVENU
ET DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE

**L'Algérie première
au Maghreb**

La Banque mondiale a souligné la progression remarquable de l'Algérie dans sa nouvelle classification économique, rejoignant ainsi des pays tels que la Chine et le Brésil dans la catégorie des revenus intermédiaires supérieurs. Cette avancée reflète une modernisation économique substantielle et une meilleure capacité à gérer les données économiques.

P 2

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
AU 1^{er} TRIMESTRE 2024

**Près de 9 000 milliards
de DA de PIB, en hausse
de 6,2%**

Au cours du premier trimestre 2024, la croissance économique mesurée dans les comptes nationaux trimestriels a atteint 3,8%, marquant une nette progression par rapport au taux de 2,4% enregistré au premier trimestre 2023, indique l'Office national des statistiques dans son dernier bulletin sur les Comptes nationaux trimestriels et. Cette performance reflète une accélération significative de l'économie algérienne durant cette période par rapport à l'année précédente, précise-t-il.

P 5

CYBER SÉCURITÉ INFORMATIQUE

**L'Algérie doit avoir
ses propres moyens**



La cybersécurité est un écosystème complexe qui englobe divers éléments tels que les lois, les politiques, les dispositifs techniques, les stratégies de gestion des risques, les formations, les bonnes pratiques et les technologies. Ensemble, ces éléments fonctionnent pour protéger non seulement le matériel et le logiciel, mais aussi les données et les individus utilisant les technologies numériques. C'est l'avis de Souhil Guessoum, président de la Fédération du numérique et président-directeur général d'Alpha Computer, qui précise, que la cyber-sécurité est un élément vital de notre vie à l'heure de la digitalisation.

P 5

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

**Signature d'une convention
de coopération entre
l'Aprue et le PNUD**

P 2

PÉTROLE

**Le Brent en hausse
à 81,71 dollars à Londres**

P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs dossiers
examinés**

P 16

PRODUCTION DE L'HYDROGÈNE VERT
Sonatrach signe un protocole d'entente avec Tosyali Iron steel industry

SONATRACH et TOSYALI Iron Steel Industry Algérie SPA ont procédé, hier mercredi, à la signature d'un protocole d'entente au siège de la Direction Générale de SONATRACH, en présence du Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, Rachid HACHICHI et du Président du Conseil d'Administration de TOSYALI Iron Steel Industry Algérie SPA, Monsieur Fuat TOSYALI, a annoncé le groupe public dans un communiqué. Ce protocole d'Entente permettra à SONATRACH et TOSYALI de conduire conjointement une étude de faisabilité pour produire en Algérie, de l'Hydrogène vert à partir d'énergies renouvelables. L'Hydrogène vert produit, sera destiné pour la fabrication des « aciers verts » au niveau du complexe sidérurgique de TOSYALI Iron Steel Industry Algérie SPA, un des leaders dans le domaine de la sidérurgie. La signature de ce protocole d'entente s'inscrit, explique Sonatrach, en droite ligne avec la stratégie nationale de l'hydrogène qui vise notamment à réduire la consommation du gaz naturel et par conséquent, diminuer les émissions de gaz à effet de serre. La concrétisation de ce partenariat, donnera un fort signal en matière de substitution des énergies fossiles par l'Hydrogène vert dans l'industrie en Algérie, conclut la même source.

Selma R.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
Deux morts et 235 blessés en 24 heures

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 235 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant ces dernières 24 heures à travers le pays, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages fait état de la mort de huit personnes par noyade en mer dans plusieurs wilayas. Le même dispositif a effectué, durant la même période, 1300 interventions pour le sauvetage de 1045 personnes de noyade, dont 210 ont été prises en charge sur place et 42 autres ont été évacuées. D'autre part, la Protection civile à Tipaza est intervenue pour prodiguer des soins de première urgence à 4 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur domicile. Le dispositif de lutte contre les incendies de forêt, maquis et récolte à procédé, durant la même période, à l'extinction de 14 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, ajoute la même source.

CLASSIFICATION DE REVENU ET DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE

L'Algérie première au Maghreb

La Banque mondiale a souligné la progression remarquable de l'Algérie dans sa nouvelle classification économique, rejoignant ainsi des pays tels que la Chine et le Brésil dans la catégorie des revenus intermédiaires supérieurs. Cette avancée reflète une modernisation économique substantielle et une meilleure capacité à gérer les données économiques.

Par M. A.

En outre, l'Algérie a réduit de manière significative le torchage de gaz, une réussite environnementale notable qui renforce sa position dans les dialogues internationaux sur la durabilité énergétique et la résilience climatique. Chaque pays du Maghreb présente des dynamiques économiques distinctes, influencées par leur structure industrielle, leur secteur agricole, leur gestion des ressources naturelles et leur stabilité politique. Les réformes internes, la diversification économique et les efforts pour attirer l'investissement étranger sont des axes stratégiques communs pour stimuler la croissance économique et améliorer la qualité de vie des populations dans la région. Pour comparer les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye ainsi que la Mauritanie) en fonction de leur nouvelle

classification de revenu pour 2024-2025 basée sur les données du Groupe de la Banque mondiale, voici un résumé des changements et des caractéristiques économiques récentes de chaque pays : En 2024-2025, l'Algérie est classée dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. La Banque mondiale a salué les efforts de modernisation économique de l'Algérie, soulignant que le pays a emprunté un chemin ambitieux de développement. L'Algérie a récemment rebasé son PIB, ce qui a permis une meilleure mesure économique et une classification améliorée. En 2023, la croissance économique a atteint 4,1 %, stimulée par des réformes statistiques internes visant à intégrer l'économie souterraine. Le Maroc, en revanche, maintient sa classification dans la tranche inférieure des économies à revenu intermédiaire. Son économie a été stable, soutenue par un secteur agricole diversifié et un développe-

ment industriel progressif. La Tunisie est également classée dans la tranche inférieure des économies à revenu intermédiaire. Malgré des défis économiques persistants, des progrès significatifs ont été réalisés dans la stabilisation économique et la mise en œuvre de réformes structurelles. La Libye est classée dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La reconstruction post-conflit et la gestion des ressources pétrolières sont cruciales pour son économie, bien que la stabilité politique reste un défi. Enfin, la Mauritanie est classée dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Son économie est fortement influencée par le secteur de la pêche, les ressources minérales et l'agriculture. Malgré des défis socio-économiques, la Mauritanie a progressé dans la gestion des ressources naturelles et la promotion de l'investissement.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Signature d'une convention de coopération entre l'Aprue et le PNUD

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) a signé une convention de coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie pour le lancement d'un projet visant à soutenir l'efficacité énergétique et l'innovation pour une transition durable en Algérie, a-t-on appris mercredi auprès de l'agence. La convention a été signée, mardi,

par le Directeur général de l'APRUE, Merouane Chabane, et la Représentante résidente par intérim du Programme des Nations Unies pour le développement en Algérie, Francesca Nardini, en présence de représentants des ministères des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et de l'Energie et des Mines. Ce projet de partenariat stratégique entre les deux parties vise à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine de l'ef-

ficacité énergétique, à appuyer la réforme du cadre réglementaire concernant l'efficacité énergétique dans le secteur de l'habitat, à développer l'utilisation de l'hydrogène vert en tant qu'alternative énergétique pour réduire l'empreinte carbone dans le secteur industriel et à promouvoir la mobilité propre et durable. Mme Nardini a salué "les efforts de l'Algérie et sa détermination à promouvoir un nouveau modèle énergétique durable, prospère et résilient",

précise un communiqué du PNUD. Le PNUD "considère la transition énergétique comme centrale pour le développement durable des pays", a-t-elle dit, précisant que la mise en œuvre de ce projet ambitieux était le résultat d'une collaboration étroite entre l'APRUE, le PNUD Algérie et le Centre du PNUD pour le climat et la transition énergétique, en soutien aux objectifs de la politique énergétique algérienne.

CONSTANTINE

Nouveau programme de 2.000 logements publics locatifs accordé

La wilaya de Constantine a bénéficié récemment d'un nouveau programme pour la réalisation de 2.000 logements publics locatifs (LPL), a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. Le nouveau programme de logements, dont la réalisation devra être lancée "prochainement", a été accordé à la wilaya de Constantine dans le cadre des efforts déployés par l'Etat visant la prise en charge des préoccupations des citoyens relatives à cette formule de logement. Selon les pré-

sions fournies par la même source, 1.000 logements de ce quota seront affectés au profit des habitants du quartier Kouhil Lakhdar appelé communément "Djenane Zeitoune", dans la ville de Constantine et dont les habitations se trouvent dans un état de dégradation avancée. Les habitants de ce quartier populaire n'ont eu de cesse de réclamer leur relogement compte tenu de la vétusté de leurs habitations dont la construction remonte à l'ère coloniale (1958), a rappelé la même source. Le res-

tant du quota, soit 1.000 unités, sera réparti sur les communes en fonction des besoins et des priorités exprimées, a fait savoir la même source. A l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la jeunesse (le 5 juillet dernier), un quota de 2.700 logements publics locatifs (LPL) avait été distribué au profit de plusieurs communes, dont 688 unités pour la commune de Zighoud Youcef, a-t-on rap-

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Vers l'introduction des EnR dans les nouvelles stations

Le coût d'exploitation des stations de dessalement de l'eau de mer est un sujet crucial pour les pays qui adoptent cette technologie pour répondre à leurs besoins en eau potable. En Algérie, par exemple, la production d'eau dessalée coûte entre 0,65 et 0,85 dollar par mètre cube, soit l'équivalent de 100 à 140 DA (hors coût du transport via le réseau de distribution).

Par Mourad A.

Ce coût comprend divers éléments tels que les dépenses énergétiques nécessaires au processus de dessalement, les coûts de maintenance des installations et des équipements, ainsi que les frais associés à l'infrastructure et à la gestion opérationnelle des stations a fait savoir, Sofiane Zaamiche, directeur du développement au sein de la Société Algerian EnergyCompany (AEC) filiale du groupe Sonatrach. Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « chaîne 1 », Sofiane Zaamiche a expliqué que les coûts énergétiques représentent une part significative des dépenses, car le dessalement de l'eau de mer requiert des quantités importantes d'électricité pour alimenter les pompes, les membranes de filtration et autres équipements nécessaires au processus. Un intérêt particulier est accordé à cet aspect, dira-t-il, en annonçant que « l'AEC est toujours à la recherche de techniques moins énergivores. D'ailleurs, l'introduction de certaines techniques, à l'instar de la technique d'osmose inverse utilisée actuellement dans les stations opérationnelles a permis de réduire de plus de 53% le volume d'énergie consommée, a-t-il noté. En effet, à travers cette nouvelle stratégie, les coûts de production vont certainement connaître une baisse importante et réduira ainsi les dépenses de l'Etat, d'autant que le prix de l'eau est subventionné à hauteur de 70%. La tarification de l'eau actuellement varie entre 6 à 25 DA/m3 ! En conséquence, les pays doivent souvent re-

chercher des sources d'énergie fiables et abordables pour maintenir le fonctionnement continu de leurs stations. De plus, les coûts de maintenance sont essentiels pour assurer la fiabilité et la durabilité des installations. Cela comprend la surveillance régulière des équipements, les réparations nécessaires, ainsi que les programmes de remplacement préventif pour éviter les interruptions coûteuses et garantir une efficacité opérationnelle optimale. Sofiane Zaamiche a annoncé une avancée significative dans le domaine du dessalement de l'eau de mer en Algérie. L'objectif ambitieux du programme d'urgence pour la fourniture d'eau potable est de répondre aux besoins croissants de la population en augmentant considérablement la capacité de production d'eau dessalée. À travers la réalisation de cinq nouvelles stations de dessalement, prévues dans les wilayas d'El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipaza et Oran, l'Algérie prévoit de produire 1,5 million de mètres cubes d'eau dessalée par jour d'ici fin 2024. Cela représente une augmentation significative qui permettra de porter la part de l'eau dessalée à 42 % du total de l'eau potable disponible dans le pays, bénéficiant ainsi à environ 15 millions de citoyens. Il a souligné que ces initiatives font partie intégrante d'une stratégie nationale visant à assurer la sécurité hydrique du pays, une priorité absolue face au défi persistant du stress hydrique. Il a rappelé que le premier programme, déjà en cours, comprend la réalisation de onze stations le long du littoral, dont la capacité totale de production s'élève à 2,1 millions de mètres

cubes par jour, contribuant ainsi à hauteur de 17 % à l'approvisionnement en eau potable avant le lancement du programme d'urgence "Eau 2021". Ce dernier a permis l'ajout de trois nouvelles stations à Gouraya, El Marsa et Hay El Bakhrat Al Mahatta à Bordj El Kiffan, avec une capacité de production quotidienne de 150 000 mètres cubes, renforçant ainsi l'accès à l'eau potable dans ces régions côtières stratégiques. En mettant l'accent sur l'importance de l'intégration locale dans ces projets d'envergure, Zaamiche a affirmé que l'Algérie adopte la technologie du dessalement par membranes semi-perméables, une méthode efficace et économique, développée en collaboration avec des entreprises algériennes telles que GCB, Cosider-Canalisation et d'autres filiales de Sonatrach. Il a également souligné les progrès réalisés dans la réduction de l'empreinte énergétique des installations grâce à l'intégration croissante de technologies durables comme les panneaux solaires, envisagée pour les futures stations de dessalement. En conclusion, Zaamiche a insisté sur l'importance capitale d'un programme de maintenance préventive rigoureux pour garantir la durabilité à long terme de ces infrastructures essentielles. Il a souligné que ces stations de dessalement ne sont pas seulement vitales pour assurer une alimentation continue en eau potable à la population, mais qu'elles contribuent également à renforcer la souveraineté technologique de l'Algérie et à dynamiser l'économie locale à travers la création d'emplois spécialisés et durables.

HYDROCARBURES

Equinor fait mieux que prévu au 2^e trimestre

Le groupe norvégien de l'énergie Equinor a enregistré des résultats meilleurs que prévu au deuxième trimestre 2024, malgré le reflux du prix du gaz naturel, mais accuse un peu de retard dans l'électricité d'origine renouvelable. Le bénéfice net s'élève à 2,08 milliards de dollars, soit 9% de moins que sur la même période de

l'an dernier, selon le rapport publié mercredi par le groupe. Ce recul est essentiellement dû au prix du gaz qui, s'il est remonté au cours du trimestre, reste en retrait par rapport aux niveaux très élevés encore observés l'an dernier. Indicateur préféré d'Equinor, le résultat d'exploitation ajusté, qui gomme certains éléments excep-

tionnels, atteint 7,48 milliards de dollars, en recul plus limité de 4% sur un an. Les analystes consultés en amont par le groupe tablaient, eux, sur un peu moins de 7 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires trimestriel ressort à 25,53 milliards, contre 22,87 milliards il y a un an. Lors d'une conférence de presse, le directeur général du

groupe, Anders Opedal, a salué "de bons résultats". La baisse du prix du gaz sur un an a été en partie compensée par une hausse de 8% du cours du baril de Brent de la mer du Nord et par une augmentation de 3% de la production d'hydrocarbures, à 2,048 millions de barils équivalent-pétrole par jour (Mbep/j).

UNITÉ D'AIN BARBAR (ANNABA)

Vers l'exportation de 10.000 tonnes de feldspath en 2025

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé, mardi à Annaba, que l'Algérie "parviendra au cours de 2025 à exporter 10.000 tonnes de feldspath produit par la mine d'Ain Barbar dans la commune de Seraïdi (wilaya d'Annaba)". Dans une déclaration à la presse après avoir suivi un exposé sur cette unité, M. Arkab, qui en a présidée l'inauguration en présence des autorités locales, a indiqué que l'Etat "a adopté une stratégie de développement du secteur minier reposant sur la concrétisation de 26 projets de recherche et d'exploration de minerais, dont celui de l'extraction et du traitement de feldspath à Ain Barbar dans la commune de Seraïdi avec une capacité annuelle de 90.000 tonnes et l'exportation de 3.000 tonnes courant cette année et de 10.000 tonnes durant 2025". Cette unité

"première du genre en Algérie" dispose de plus de 3 millions tonnes de réserves qui augmenteront à 6 millions tonnes en leur additionnant les réserves de la mine voisine, a ajouté le ministre en visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Annaba, en assurant que l'Algérie augmentera ses capacités de production annuelle de ce minerai à travers le développement de cette activité minière. Le ministre a affirmé que "ce matériau exploité dans diverses industries dont celles de la céramique et du verre était importé par l'Algérie qui en produit aujourd'hui d'une manière à couvrir les besoins nationaux, réduisant ainsi la facture des importations et renforçant la position de l'Algérie sur le marché mondial des produits miniers qui constitue une des priorités du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

pour bâtir une économie nationale solide". Le ministre s'est ensuite rendu vers la cité Didouche Mourad dans la commune d'Annaba où il a inspecté le projet de réalisation d'un groupe administratif des filiales de Sonelgaz, dont les travaux touchent à leur fin et qui devra être inauguré le 1er novembre prochain. Cette structure dispose de cinq immeubles administratifs réservés à la gestion des opérations de distribution et de transport du gaz et de l'électricité, aux œuvres sociales et à la médecine de travail, selon les explications données sur site au ministre qui a inauguré deux postes de transformation électrique 60/220 kilovolts et 30/60 kilovolts au pôle urbain Dhraa Errich dans la commune d'Oued El Aneb. M. Arkab a déclaré sur place que la mise en service de ces deux postes améliorera le service et ré-

duira la pression sur les autres postes de transformation électrique, notamment en cette période estivale, relevant que la wilaya d'Annaba a enregistré un grand développement en matière de couverture électrique en disposant de 1.700 mégavars prêts pour la distribution, dont seuls 30 % utilisés ce qui signifie que la wilaya enregistre un excédent en énergie électrique. Sur le site de Naftal Sidi Brahim, dans la commune d'Annaba, le ministre a posé la première pierre des projets de réalisation d'une école de formation à la lutte contre les incendies et du siège de l'unité des affaires sociales et culturelles de la société Naftal et a inspecté le complexe d'engrais phosphatés et azotés de la société Fertil dans la commune d'El Bouni.

R E.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 81,71 dollars à Londres

Les prix du brut se relèvent mercredi, poussés par les premiers chiffres hebdomadaires sur les stocks américains de brut faisant état d'une diminution des stocks la semaine passée, en attendant les données officielles. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait vers 10h25 près de 0,86%, à 81,71 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, montait de 0,91% à 77,66 dollars. Mardi, l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, a fait état d'une baisse des réserves commerciales de brut d'environ 3,86 millions de barils la semaine dernière, et de 2,77 millions de barils pour l'essence pour la semaine dernière. Le rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de pétrole de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 19 juillet est attendu plus tard mercredi. Les analystes tablent pour leur part pour une franche baisse des stocks de brut mais pour une petite augmentation de ceux d'essence. Selon les spécialistes du marché, si les baisses généralisées signalées mardi soir par l'API sont confirmées par l'EIA, la trajectoire de baisse des prix initiée en fin de semaine dernière pourrait prendre fin. La veille, les deux références du brut avaient perdu près de 2%, atteignant leurs niveaux les plus bas depuis plus d'un mois et marquant le quatrième jour consécutif de baisse, le Brent se rapprochant même du seuil des 80 dollars.

CHINE

La consommation de gaz naturel atteindra 425 milliards m3 en 2024

La consommation de gaz naturel en Chine devrait augmenter de 6,5 à 7,7% en base annuelle en 2024, selon un rapport publié mardi par l'Administration chinoise de l'énergie. Au total, la consommation de gaz naturel dans le pays atteindra jusqu'à 425 milliards de mètres cubes cette année, indique le rapport. En 2024, la production de gaz naturel en Chine est estimée à 246 milliards de mètres cubes, soit une hausse de 10 milliards de mètres cubes. Le rapport prévoit que l'approvisionnement mondial en gaz naturel restera relativement suffisant au cours de la seconde moitié de l'année, tout en mettant en garde contre les incertitudes du marché telles que les conflits géopolitiques et les conditions météorologiques extrêmes. Le gaz naturel joue un rôle essentiel dans la transition énergétique. La Chine s'efforce d'améliorer le système de production, d'approvisionnement, de stockage et de vente dans le pays, dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité énergétique, et à atteindre ses objectifs concernant l'atteinte du pic des émissions de carbone et la neutralité carbone. L'année dernière, le pays avait consommé au total 394,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit une augmentation de 7,6% en glissement annuel. Le gaz naturel a représenté 8,5% de la consommation totale d'énergie primaire de la Chine, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, selon les données du rapport.

COOPÉRATION ALGÉRO-VIETNAMEIENNE

Un avenir prometteur dans le domaine de l'investissement

L'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie, M. Tran Quoc Khanh, a affirmé mardi au cours de sa visite à Bordj Bou Arreridj, sur invitation de la Chambre du commerce et de l'industrie, CCI-Biban, que l'Algérie et le Vietnam avaient devant eux un avenir prometteur dans le domaine de l'investissement. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite, l'ambassadeur vietnamien a évoqué les relations fortes et distinguées entre l'Algérie et le Vietnam, affirmant que les deux pays "ont devant eux un avenir prometteur dans le domaine de l'investissement et la coopération". Il a

ajouté dans le même contexte que la présence du conseiller économique de l'ambassade du Vietnam en Algérie et nombre d'hommes d'affaires de son pays "est la preuve de la forte volonté d'exploitation des opportunités de coopération et d'investissement". Il a été également insisté au cours de la rencontre sur le renforcement des échanges entre les hommes d'affaires des deux pays et l'exploitation des opportunités de partenariat par l'intensification de la participation des délégations des deux pays aux expositions commerciales tenues en Algérie et au Vietnam et des échanges d'informations

sur les opportunités offertes dans les deux pays. La délégation vietnamienne a suivi à l'occasion un exposé sur les potentialités économiques de la wilaya de Bordj Bou Arreridj et les opportunités d'investissement, tandis qu'un des investisseurs vietnamiens a donné un exposé sur les tendances du marché vietnamien avant de laisser place à des débats entre opérateurs des deux pays. L'ambassadeur vietnamien et la délégation qui l'accompagne ont été reçus par le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, qui a évoqué à l'occasion les opportunités d'investissement dans la wilaya.

SELON LE RÉSEAU EUROPÉEN COPERNICUS

Le 21 juillet, journée la plus chaude jamais enregistrée dans le monde

Dimanche 21 juillet a été la journée la plus chaude enregistrée dans le monde depuis le début des relevés, en 1940, avec une température moyenne mondiale à la surface de la Terre de 17,09 degrés, a annoncé mardi le réseau européen Copernicus. Cela dépasse très légèrement (0,01 C) le précédent record qui datait du 6 juillet 2023. Selon Copernicus, ce nouveau record quotidien, qui intervient alors que des vagues de chaleur frappent certaines parties des Etats-Unis et de l'Europe, pourrait être à nouveau franchi dans les jours à venir avant que les températures ne baissent, bien qu'il puisse y avoir des fluctuations dans les semaines à venir. "Ce qui est vraiment stupéfiant, c'est l'ampleur de la différence entre la température des 13 derniers mois et les records de

température précédents. Nous sommes maintenant en territoire inconnu et comme le climat continue de se réchauffer, nous verrons certainement de nouveaux records être battus dans les mois et les années à venir", prévoit le directeur du service Copernicus sur le changement climatique (C3S), Carlo Buontempo, cité dans un communiqué. Avant juillet 2023, le précédent record de température moyenne mondiale quotidienne était de 16,8 C, atteint le 13 août 2016, selon les données de Copernicus. Depuis le 3 juillet 2023, 57 jours ont dépassé ce record de 2016. Après une

année 2023 record en termes de chaleur, juin 2024 a été le mois de juin le plus chaud jamais mesuré, devenant le 13e mois consécutif à établir un record de température moyenne plus élevée que les mois équivalents. La température moyenne mondiale sur les 12 derniers mois est ainsi la "plus élevée jamais enregistrée (...), 1,64 C au-dessus de la moyenne préindustrielle 1850-1900", quand la déforestation et la combustion du charbon, du gaz ou du pétrole n'avaient pas encore réchauffé le climat de la Terre, avait annoncé début juillet Copernicus.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

AÉRONAUTIQUE

Qatar Airways commande 20 long-courriers supplémentaires à Boeing

La compagnie Qatar Airways a commandé 20 avions long-courriers 777X supplémentaires, un contrat d'une valeur de 8,8 milliards de dollars au prix catalogue, a annoncé mardi Boeing, au deuxième jour du salon aéronautique de Farnborough (Royaume-Uni). Cette commande porte à 94 la flotte de 777X en commande par la compagnie qatarienne. Le 777X a débuté ce mois-ci ses vols d'essai en vue d'obtenir la certification lui permettant d'entrer en service. Celle-ci est attendue en 2025, avec cinq ans de retard. Ce bicouloir, avec sonvergure de 72 mètres et une longueur maximale de 77 mètres, a vocation à être le plus grand biréacteur opérationnel au monde. L'A380 d'Airbus et le 747 de Boeing, deux gros-porteurs qui ne sont plus fabriqués, étaient équipés de quatre réacteurs. Dans sa version 777-9, celle commandée par Qatar Airways, l'appareil pourra emporter jusqu'à 426 passagers sur 13.500 kilomètres. Fin juin, 540 exemplaires avaient été commandés. Sa chaîne d'assemblage se trouve à Everett, près de Seattle (Etat de Washington, nord-ouest des Etats-Unis). La compagnie qatarienne, dont la base de Doha sert de pont (hub) entre l'Europe et l'Asie, est dotée de 157 avions gros-porteurs de tous types, pour 29 avions moyen-courriers. Au cours du salon de Farnborough, la compagnie Korean Air a également signé lundi un protocole d'accord avec Boeing en vue d'acquérir 20 exemplaires du 777-9 ainsi que 20 Dreamliner 787.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		المنتجات	
DA / Kg			دج / كغ			
Produits	معدل	أعلى	أدنى			
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	68	80	56	الطماطم	
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف	
	All sec	324	387	261	الثوم الجاف	
	Carotte	77	92	61	الجزر	
	Navet	183	199	166	لفت	
	Poivron	99	111	87	الفلفل الاخضر	
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار	
	Courgette	79	89	68	الكوسة	
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	93	103	82	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	555	690	420	التمر	
	Melon	113	125	101	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الاحمر	
	Banane	323	338	308	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)	

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU 1 ER TRIMESTRE 2024

Près 9 000 milliards de DA de PIB, en hausse de 6,2%

Au cours du premier trimestre 2024, la croissance économique mesurée dans les comptes nationaux trimestriels a atteint 3,8%, marquant une nette progression par rapport au taux de 2,4% enregistré au premier trimestre 2023, indique l'Office national des statistiques dans son dernier bulletin sur les Comptes nationaux trimestriels et. Cette performance reflète une accélération significative de l'économie algérienne durant cette période par rapport à l'année précédente, précise-t-il.

Par Sirine R

En valeurs courantes, le Produit Intérieur Brut (PIB) a atteint 8 923,3 milliards de dinars au premier trimestre 2024, comparé à 8 401,3 milliards durant le même trimestre de l'année 2023, soit une augmentation de 6,2%, dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 2,3% au lieu d'une augmentation de 7,0% une année auparavant. Selon le même document, le secteur des industries extractives a connu une diminution de la croissance de 0,6 %, marquant une amélioration par rapport à la baisse de 4,2 % enregistrée au même trimestre de l'année 2023. La croissance du PIB au premier trimestre 2024 a été particulièrement soutenue par les activités des industries manufacturières, du secteur du commerce, de la réparation d'automobiles et d'articles domestiques, ainsi que du secteur des transports et des communications, qui connaissent respectivement des taux d'accroissement de 3,5%, 6,5% et 4,1%. La demande intérieure a augmenté de 8,1% au premier trimestre 2024, marquant

une progression par rapport à la croissance de 5,1% enregistrée durant la même période de l'année précédente. Cette augmentation est principalement attribuable à une forte hausse de la formation brute de capital fixe, qui a augmenté de 14,8%, ainsi qu'à une croissance accrue de la consommation finale des ménages, atteignant 4,2% contre 3,2% l'année précédente. Cette réduction est principalement attribuée à la contraction de l'activité dans le secteur pétrolier. En termes de valeurs courantes, la valeur ajoutée des industries extractives s'est établie à 1 154,8 milliards de dinars, contre 1 283,1 milliards de dinars au cours du même trimestre de l'année 2023, marquant ainsi une baisse de 10,0%. Concernant l'évolution de la valeur ajoutée par secteur, le secteur agricole a progressé de 3,2 %, indiquant un ralentissement dans le rythme de croissance par rapport à l'augmentation de 4,0% enregistrée durant la même période de l'année 2023. En revanche, la valeur ajoutée du secteur de la pêche a augmenté de 1,3%, au lieu d'une légère baisse de 0,6% une année auparavant.

Pour les industries manufacturières, elles ont enregistré une augmentation de 3,5% en matière de valeur ajoutée durant ce premier trimestre, comparée à une hausse significative de 6,4% enregistrée lors du même trimestre de l'année précédente. Cette croissance est principalement attribuée aux augmentations observées dans les activités de raffinage, des industries textiles, de l'industrie pharmaceutique et d'autres industries diverses. En valeur nominale, la valeur ajoutée des industries manufacturières s'est établie à 687,9 milliards de dinars au premier trimestre 2024, comparé à 656,7 milliards de dinars une année auparavant, marquant ainsi une hausse de 4,7%. Le secteur de l'électricité et du gaz a affiché, de son côté, une croissance notable de 5,4%, comparée à une augmentation de 4,6% enregistrée durant la même période de l'année précédente. De plus, les différentes activités incluses dans ce secteur ont connu des évolutions variées les unes par rapport aux autres. Idem pour le secteur de la construction qui a enregistré une augmentation de 3,1 % dans son vo-

lume de la valeur ajoutée, marquant un ralentissement par rapport à une croissance de 5,2 % observée pendant la même période de l'année précédente. En termes de valeurs courantes, la valeur ajoutée du secteur de la construction s'est élevée à 1 095,2 milliards de dinars, comparativement à 1 021,3 milliards de dinars au cours du même trimestre de l'année 2023, ce qui représente une hausse de 7,2%. Enfin, les services ont enregistré des croissances positives de leurs valeurs ajoutées dans toutes les composantes : «Les hôtels et restaurations de 7,1% au lieu de 7,9%; Les transports et communications de 4,1% au lieu de 2,3%; Le commerce, réparation de 6,5% au lieu de 5,8%; L'immobilier, location et services aux entreprises de 2,9% au lieu de 2,6%; Les activités financières de 4,1% au lieu de 2,5%; L'administration publique y compris la sécurité sociale de 2,5% au lieu de 3,1%; L'éducation de 2,0% au lieu de 2,7%; La santé et action sociale de 1,8% au lieu de 1,7%; Les services collectifs sociaux et personnels de 2,9% au lieu de 3,4%; Les services domestiques de 1,9% au lieu de 3,3%».

FINANCES PUBLIQUES

Evolution significative du cadre législatif et réglementaire

Le chef de département de gestion et comptabilité des opérations financières à la Direction générale de Trésor public, Ferad Badis, a souligné, hier à Oran, «qu'une évolution significative sans précédent a été réalisée dans le domaine législatif et réglementaire lié au secteur des finances publiques en Algérie, dans le cadre de la politique de réforme financière entreprise par l'Etat, ces dernières années». Intervenant lors d'une conférence régionale organisée à Oran des cadres des finances et des collectivités lo-

cales des wilayas d'Oran, Saïda et Mascara, le même responsable a indiqué que «les réformes globales initiées par l'Etat dans le secteur financier, notamment dans le domaine de la comptabilité publique, visent à améliorer l'efficacité des dépenses publiques en fournissant des informations efficaces et fiables et en élaborant les comptes de l'Etat d'une manière qui reflète une image fidèle des biens de l'Etat et sa situation financière». Selon le même intervenant, les réformes de l'Etat en matière de comptabilité publique visent

à «assurer la viabilité budgétaire en prouvant les droits et obligations pour l'exercice en question, en s'alignant sur les pratiques et normes comptables internationales du secteur public et en contribuant à la conception et à l'évaluation des politiques publiques en mesurant leurs effets». Le chef du département de gestion et comptabilité des opérations financières à la Direction générale du Trésor public a présenté la nouvelle structure du système comptable public, qui prévoit un cadre comptable tridimensionnel, reposant

sur la combinaison de trois types de comptabilité, qui sont la comptabilité budgétaire, la comptabilité générale et la comptabilité d'analyse des coûts. Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a salué lors de sa supervision de l'ouverture des travaux de la rencontre, organisée au siège de la wilaya d'Oran, les réformes financières profondes initiées par l'Etat en vue d'améliorer la maîtrise des dépenses publiques, les finances, et rationaliser les dépenses et éviter la hausse du coût de réalisation des projets et programmes de

services. Cette rencontre régionale, organisée par la Direction générale de Trésor et de la comptabilité publique sous le thème «réforme de comptabilité publique à la lumière de la loi organique portant sur les lois de finances», est la 6ème du genre depuis le début de l'année en cours, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de réforme de la comptabilité publique et la généralisation des dispositions de la loi portant règles de comptabilité publique et gestion financière.

R E.

CYBER SÉCURITÉ INFORMATIQUE

L'Algérie doit avoir ses propres moyens

Par Réda Hadi

La cybersécurité est un écosystème complexe qui englobe divers éléments tels que les lois, les politiques, les dispositifs techniques, les stratégies de gestion des risques, les formations, les bonnes pratiques et les technologies. Ensemble, ces éléments fonctionnent pour protéger non seulement le matériel et le logiciel, mais aussi les données et les individus utilisant les technologies numériques. C'est l'avis de Souhil Guessoum, président de la Fédération du numérique et président-directeur général d'Alpha Computer, qui précise, que la cyber-sécurité est un élément vital de notre vie à l'heure de la digitalisation. Invité par des confrères de la radio nationale, cet expert a mis en relief le cas récent du bug informatique mondial, où des avions ont été cloués au sol, des entreprises à l'arrêt, des

bourses prises de panique. Ce bug informatique a-t-il dit, a fait perdre à l'économie mondiale des sommes astronomiques et met en garde les États sur la vulnérabilité des systèmes numériques. « Ce bug a confirmé la dépendance de l'économie face à la cyber-sécurité cela doit nous inciter à assurer notre propre cyber sécurité et ne plus dépendre d'autrui » a-t-il dit. Pour le spécialiste, cet incident mondial doit nous inciter à accélérer le développement de l'économie numérique nationale pour faire face aux aléas de la numérisation et surtout renforcer la cybersécurité nationale. Et en cela, pour lui nous devons sortir de la dépendance d'autrui et avoir nos propres moyens de protection. S'agissant de l'Algérie, celui-ci précise, qu'il faut commencer par installer l'infrastructure de base et ensuite les faire protéger par des outils cyber sécuritaire. A ce sujet, en Algérie, la cybersécurité a pris une importance accrue en raison des cyberata-

ques auxquelles le monde et le pays ont été confrontés à plusieurs reprises durant ces deux dernières décennies. Pour répondre à ces défis, une stratégie nationale de cybersécurité a été mise en place suivie d'un référentiel national de sécurité. Sur ce plan là, tout en saluant la création d'une école dédiée, il préconise d'aller plus vite « car nous sommes très en retard en ce domaine » poursuit-il. Globalement Guessoum affirme que c'est la digitalisation qui va nous apporter l'efficacité et la transparence et nous permettra d'aller plus vite dans les autres secteurs économiques. Pour cela estime-t-il «Il faut mettre en adéquation les lois avec ce développement numérique qui est entrain d'avoir lieu. Et c'est particulièrement l'arsenal juridique qu'il faut mettre à niveau » Et de citer l'exemple de la signature électronique qui tarde à être mise en place » tout en soulignant qu'il faut appliquer une vraie stra-

tégie de l'IA. Pour M. Guessoum, l'Algérie dispose de compétences lui permettant d'avancer dans le domaine numérique. « L'École Supérieure d'Informatique et l'École d'Intelligence Artificielle produisent chaque année des centaines d'ingénieurs hautement qualifiés », avance-t-il, avant de déplorer la fuite de cette ressource vers l'étranger. « Plus de 90% de ces ingénieurs finissent par travailler à l'étranger », regrette-t-il, appelant à offrir à ces diplômés des salaires et des conditions adéquates pour les maintenir en Algérie et les impliquer dans la construction de notre économie. Selon le Global Cybersecurity Index 2020 de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), l'Algérie se situe à la 23e place en Afrique en termes de préparation à la cybersécurité. Ce classement, bien qu'ayant besoin d'amélioration, montre une réelle prise de conscience croissante du sujet par l'Algérie.

BOUMERDES

Promotion en grade d’agents de Sécurité

La célébration du 62e anniversaire de la création de la Police nationale a été marquée, mardi à Boumerdes, par la promotion en grade d'un nombre d'agents et d'employés de ce corps sécuritaire, en présence des autorités sécuritaires et civiles, de représentants de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) et des enfants de Chouahada. L'opportunité a donné lieu à l'organisation d'une cérémonie au cours de laquelle des commissaires principaux de police, des commissaires et des officiers principaux ont été promus à des grades supérieurs, dont commissaire divisionnaire de police, officier principal de police et commissaire de police. Ces promotions en grades s'inscrivent dans le cadre des efforts constants du Commandement supérieur de la Sécurité nationale visant la promotion du parcours professionnel des employés de la police dans le but d'améliorer leur situation sociale, mais aussi leur rendement et performance, a indiqué dans son allocutions à l'occasion, le chef de la sûreté de wilaya, le contrôleur de police, Douissi Djilali. Des enfants de policiers et de personnels assimilés du corps de la police, détenteurs du baccalauréat et du BEM 2024, ont été aussi honorés à cette occasion, au même titre que de nombreux retraités. Outre la lecture de l'allocution du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et du Directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), cette opportunité a, aussi, donné lieu à la projection de deux vidéos. La première intitulée "Dans le même esprit" relative à la lutte contre la drogue, tandis que la 2 e est un reportage intitulé "Au cœur de la bataille" et mettant en lumière l'histoire de la Police nationale et ses différentes missions. (APS)

BORDJ BOU ARRERIDJ

Des lignes de transports vers les wilayas côtières

Des lignes de transport saisonnières ont été ouvertes depuis Bordj Bou Arreridj vers les wilayas côtières à l'occasion de la saison estivale outre l'octroi d'autorisations exceptionnelles pour les transporteurs souhaitant organiser des excursions vers les diverses destinations touristiques, a-t-on appris mardi du directeur des transports, Mourad Idouar. Selon le même responsable, les services de la direction du secteur ont ouvert aux transporteurs publics de voyageurs des lignes saisonnières durant les vendredis vers les destinations touristiques dont les stations thermales, les sites de d'attraction et de loisirs et les plages des wilayas de Skikda, Jijel, Bejaia et de Boumerdes. Dans le même contexte, un programme d'octroi d'autorisations exceptionnelles vers les destinations touristiques à tous les transporteurs durant les autres jours de la semaine avec un calendrier pour chaque catégorie de transporteurs et l'obligation d'assurer le service de nuit vers les destinations très fréquentées par les citoyens, a-t-on indiqué. Il a été également convenu avec l'entreprise de transport urbain et suburbain de Bordj Bou Arreridj d'ouvrir une nouvelle ligne vers la forêt récréative de Boumergued depuis la place "El Wiam" de 18h00 jusqu'à 00h00 jusqu'à la fin du mois d'août prochain, a ajouté la même source.

EL-BAYADH

Plus de 2.500 diplômés du secteur de la formation professionnelle

Plus de 2.500 jeunes formés dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à El-Bayadh ont reçu, récemment, leurs diplômes à l'occasion de la clôture de l'année professionnelle 2023-2024, a-t-on appris, mardi, auprès des responsables du secteur.

La même source a indiqué que le nombre total des diplômés comprend plus de 840 femmes, tandis que le nombre de jeunes formés dans les établissements du secteur a atteint actuellement plus de 4.800. Les sorties de promotions dans le secteur de la formation ont été supervisées par plus de 190 encadreurs, après l'achèvement de tous les examens théoriques et pratiques des stagiaires, qui ont obtenu leurs diplômes dans diverses spécialités et types de formation dispensés, à savoir les diplômes de technicien supérieur, de technicien, de contrôle professionnel et de compétence professionnelle. Dans le cadre des efforts déployés par le secteur pour accompagner les stagiaires,

au cours du premier semestre de l'année en cours, 34 accords de coopération ont été conclus avec plusieurs secteurs et partenaires locaux, notamment en matière de formation, d'encadrement et de formation pratique sur site au profit des stagiaires et professionnels du secteur, afin de développer leurs compétences et faciliter leur insertion future sur le marché du travail. A noter que plus de 1.200 stagiaires ont bénéficié de formations dans le cadre des accords signés. En prévision de la prochaine session de la formation professionnelle 2024-2025, dont les inscriptions débiteront le 27 juillet à travers les établissements du secteur, plus de 5.000 postes de formation répartis sur 200 spécialités que le

secteur va pourvoir pour cette session à travers ses différentes structures et établissements. La prochaine session devrait connaître l'introduction de 47 nouvelles spécialités, à savoir l'installation et la maintenance des systèmes d'alarme vidéo, les mines et carrières, l'électricité et l'électronique, l'énergie, l'irrigation agricole, les nouvelles techniques d'irrigation, la communication, les industries de l'imprimerie, l'entretien des piscines, la revitalisation et la gestion du tourisme, la fabrication des produits cosmétiques et autres nouvelles spécialités, selon la même source. Dans ce contexte, le secteur a lancé de vastes campagnes en faveur des jeunes pour les encourager à rejoindre le secteur de la formation professionnelle.

LA STEP DE BECHAR

Un projet d’envergure en matière de la protection de l’environnement

La nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) dont a bénéficié la commune de Bechar, est une infrastructure hydraulique d'envergure, en matière de la protection de l'environnement, et mettra un terme à la pollution du bassin de l'oued Bechar, a-t-on appris lundi auprès du responsable de ce projet. "Cette STEP de cinquième génération dont la réalisation a pris en compte les normes environnementales, est dotée d'un système de traitement et d'épuration des eaux usées dite tertiaire à savoir filtré à disques et ultraviolet, ce qui permettra le traitement, l'épuration de la qualité des eaux suivant des technologies ultramodernes dans ce domaine", a déclaré à l'APS le directeur de ce

projet Abdelkrim Khalifa. "Cette nouvelle réalisation hydraulique qui a été mise en service récemment, va contribuer désormais au traitement et à l'épuration de 55.000 m3 par jour, permettra aussi de traiter la même qualité d'eau d'une population de 386.000 habitants à l'horizon 2040, et la protection de la nappe phréatique des méfaits des rejets antérieurs des mêmes eaux sur le lit de l'oued Bechar, qui longe la ville éponyme sur un parcours de 19 km", a-t-il expliqué. "La concrétisation de cette STEP s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de récupération des eaux usées et leur valorisation à travers la couverture des besoins des secteurs économiques notamment celui de l'agriculture dans le but d'assurer

un développement intégré et durable de la région de Bechar", a-t-il ajouté. "A ce titre, il est prévu la mise en place d'une importante quantité d'eaux épurés pour les besoins de l'irrigation des exploitations agricoles situées à sa proximité et qui s'étendent sur une superficie de 1.200 ha", a fait savoir ce responsable. Située à deux (2) km au sud de la commune de Bechar, cette installation qui s'étale sur une superficie de 40 ha, a pour objectif d'assainir les eaux usées domestiques, industrielles et les eaux pluviales acheminées par trois imposants collecteurs principaux et ce à travers ces modules et sa station de prétraitement dédiés au dégrillage, dessablage, dégraissage, traitement biologique, clarification des mêmes

eaux et de traitement des boues, grâce à huit (8) bassins spécifiques à chacun des mêmes modules". "La boue produite à l'avenir par cette station sera offerte gracieusement aux agriculteurs de la région en sa qualité d'engrais biologique et ce dans le cadre de l'apport du secteur de l'hydraulique au développement du secteur agricole dans la région notamment les activités liées à l'agriculture biologique", a-t-il détaillé. En plus de son apport à ce secteur, il est prévu la réalisation d'une conduite de 63 km pour l'acheminement des eaux épurées vers la nouvelle zone industrielle de "Toumiat" (Nord de Bechar) pour le renforcement des besoins en eau du future complexe sidérurgique de Bechar.

ORAN

Ouverture de lignes de transport pour desservir les nouvelles zones d’habitation

La direction des transports d'Oran a décidé d'ouvrir des lignes de transport collectif pour renforcer le transport en commun en direction des nouvelles zones d'habitation de la wilaya, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur des transports, BensaadKessar. Selon le même responsable, il a été décidé l'ouverture de trois nouvelles lignes de transport dans les zones Est de la wilaya d'Oran, où de milliers de familles ont été récemment relogées, à savoir le groupement d'habitat " Djefella ", dans la commune de Mers El Hadjadj, le

centre de la commune de Sidi Benyebka reliant le centre des Communes d'Arzew, Gdyl et Mers El Hadjadj, afin de faciliter le transport des nouveaux habitants entre leurs cités d'habitation et les centres des communes les plus proches. Selon M. Bensaad, la direction des transports de la wilaya d'Oran avait pris l'initiative, auparavant, d'ouvrir des lignes de transport en commun reliant le groupement d'habitat " Ayayda ", relevant de la commune de Ain Bia, le centre de la commune et le centre de la daïra de Bethioua pour renforcer le

transport en commun dans la zone, qui a vu le relogement d'un grand nombre de familles, qui vivaient dans des habitations précaires dans les communes d'Oran et d'Es-Senia. Ces lignes ont été renforcées, auparavant, par d'autres assurant des dessertes entre les nouvelles cités d'habitation des communes de Misserghine et Oued Tlelat vers la ville d'Oran, les pôles commerciaux et autres services, de même que l'ouverture de lignes de transport de taxis qui souhaitent investir dans ce domaine.

Relever les ambitions du Groupe de la Banque mondiale en faveur de l'égalité homme-femme

L'égalité entre les hommes et les femmes n'attend pas : c'est un impératif immédiat. Les crises, les conflits et les grands bouleversements qui traversent le monde, du changement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles aux transitions technologiques, sont autant de facteurs qui creusent les inégalités entre les hommes et les femmes.

Dans de nombreuses sociétés, les difficultés sont encore aggravées par les reculs et les offensives menées contre l'égalité des sexes, sur fond de croissance économique atone et de finances publiques grevées par la dette. Les progrès vers la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 5, qui vise à atteindre l'égalité des sexes d'ici 2030, accusent un retard alarmant. Selon certaines estimations (a), il faudra 134 ans pour parvenir à la parité femmes-hommes en matière de revenus et de droits juridiques.

Nous ne pouvons pas l'accepter.

C'est pourquoi le Groupe de la Banque mondiale relève ses ambitions pour mieux contribuer à la concrétisation de l'égalité entre les hommes et les femmes. Avec notre nouvelle stratégie en matière de genre 2024-2030 (a), nous nous engageons à œuvrer pour garantir un bien-être fondamental aux femmes, élargir leurs perspectives économiques et favoriser leur accession à des fonctions de direction. Ce sont trois axes d'action fondamentaux pour accélérer l'égalité hommes-femmes, condition indispensable pour mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable.

Cette stratégie a été élaborée dans le cadre de consultations approfondies avec les parties prenantes de plus de 100 pays (a). Nourrie par la recherche et une expérience opérationnelle d'envergure mondiale, elle est fondée sur les fruits de dix ans d'analyses sur le genre et le développement (a) et de travaux rétrospectifs institutionnels (a) et thématiques (a). Tout au long de la mise en œuvre de cette stratégie, nous nous attacherons à reproduire à grande échelle les solutions qui ont fait leurs preuves, à mesurer nos progrès et à en rendre compte.

Nous savons qu'il ne sera pas facile d'accélérer les progrès sur le front de l'égalité hommes-femmes. Il nous faudra agir avec vigueur et de manière exhaustive face à des obstacles complexes et persistants.

C'est pourquoi la stratégie propose de conjuguer les points forts, les ressources et les compétences de l'ensemble des institutions du Groupe : la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Et c'est également pour cela que nous mettrons l'accent sur trois

moteurs essentiels du changement : l'innovation, le financement et l'action collective.

L'innovation, tout d'abord, consiste à soutenir des réformes institutionnelles et politiques et des programmes en faveur de la lutte contre les inégalités femmes-hommes en puisant dans toutes les ressources disponibles (données, éléments factuels, outils technologiques, connaissances comportementales, etc.), ainsi qu'à tirer des enseignements des solutions mises au point au niveau local et les perfectionner.

Deuxièmement, l'enjeu du financement est de mobiliser et affecter des ressources en faveur de l'égalité des sexes qui contribuent également à la promotion de la prospérité sur une planète vivable, en s'employant plus particulièrement à transposer à plus grande échelle des programmes publics et privés qui ont fait leurs preuves.

Enfin, l'action collective implique de s'assurer le concours de parties prenantes et de partenaires pour déployer des efforts concertés tant sur le plan de la production de données et de connaissances que sur celui du plaidoyer.

La nouvelle stratégie s'articule autour de trois objectifs stratégiques dont les résultats seront mesurés et suivis dans le cadre de la nouvelle fiche de performance du Groupe de la Banque mondiale.

Le premier vise à garantir aux femmes un bien-être fondamental

Cet objectif passe par l'élimination des violences de genre et la valorisation du capital humain. L'ampleur des violences sexuelles et sexistes est consternante : une femme sur trois dans le monde en est victime, soit environ près de 750 millions. La nouvelle stratégie accorde une place centrale à la lutte contre les violences faites aux femmes, dont l'impact s'étend bien au-delà des victimes elles-mêmes, car ces violences nuisent aussi à la productivité et au bien-être de leurs familles et de leurs communautés, avec des effets qui se perpétuent souvent de génération en génération. L'élimination des violences faites aux femmes protégera les individus et permettra de bâtir une société en meilleure santé et plus productive.

Le capital humain est notre ressource la plus précieuse. Or l'accès à une éducation, une santé et d'autres services sociaux de qualité est inégalement ré-



parti, et de nombreuses personnes sont laissées sur le bord du chemin. Par conséquent, pour développer et protéger le capital humain, il faut renforcer l'accès à l'éducation, investir dans les services de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive, et aider toutes les filles et tous les garçons à acquérir et développer les compétences qui leur permettront de réaliser pleinement leur potentiel.

Deuxième objectif : élargir et faciliter les opportunités économiques pour tous

Même si de plus en plus de jeunes femmes accèdent à des niveaux d'études plus élevés, elles ont toujours deux fois moins de chance que les hommes d'avoir un emploi salarié à temps plein. Des efforts plus concertés sont nécessaires pour garantir à tous l'accès à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et pour permettre aux femmes de posséder et d'utiliser des actifs économiques, y compris des capitaux, et d'acquérir une plus grande indépendance financière. Le Groupe de la Banque mondiale va accroître ses financements, ses garanties et son appui technique afin de démultiplier les efforts déployés par les secteurs public et privé pour lever les obstacles qui entravent les perspectives économiques des femmes, dont notamment le poids de leurs responsabilités dans les tâches familiales (garde des enfants et autres) et le manque d'inclusion financière et numérique.

Troisième et dernier objectif : miser sur le leadership des femmes

C'est un facteur essentiel pour la résolution des grands défis mondiaux et la promotion de l'égalité hommes-femmes. Quand les femmes réussissent, tout le monde y gagne : les ménages, les communautés, les entreprises et les pays. Il est de plus en plus évident que la participation des femmes à des fonctions de direction et de décision améliore les résultats en matière de développement, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, la résilience des communautés et la fourniture des services. Nous utilisons le levier des partenariats afin d'intensifier nos efforts dans ce domaine et de suivre nos progrès. Le déploiement à grande échelle de solutions visant à accélérer l'égalité pour tous et à améliorer la vie des femmes et des filles, des hommes et des garçons, fait partie intégrante de notre volonté de devenir une « Banque meilleure ». Cette stratégie est un appel à l'action, tant pour le Groupe de la Banque mondiale — qui doit la mettre en œuvre dans ses activités et ses modes de fonctionnement — que pour le monde entier. Nous ne pouvons plus nous permettre de marginaliser les talents de la moitié de l'humanité. Nous vous invitons à continuer à collaborer avec nous pour accélérer l'égalité des sexes et mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable.

Source : Banque mondiale

FONDS
D'INFRASTRUCTURE
S ISQUARED
CAPITAL

Levée de plus de
600 M USD
auprès d'un
groupe
d'investisseur

Le fonds d'infrastructures iSquared Capital annonce la levée de plus de 600 M USD auprès d'un groupe d'investisseurs dont Qatar Investment Authority (QIA) et Mubadala. Les fonds levés sont destinés à l'entreprise Transportation Equipment Network (TEN), deuxième plus important loueur de remorques d'Amérique du Nord avec une flotte de plus 83 000 remorques, et fournisseur de services de maintenance et d'électrification de flottes dans de nombreuses verticales industrielles. Cette transaction conforte notre analyse de la thèse d'investissements de QIA, qui priorise à la fois des secteurs-clés de la Qatar National Vision 2030 (logistique, supplychain) et des géographies à fort potentiel comme l'Amérique du Nord. Qatar Financial Markets Authority (QFMA) impose de nouveaux contrôles sur les rachats d'actions par les sociétés émettrices. En effet, le gendarme des marchés financiers qatariens a imposé un nouveau règlement en 18 points régulant les transactions de rachat d'actions par les entreprises émettrices. Ainsi, ces opérations sont désormais limitées au rachat d'un maximum de 10% des actions émises, ou de l'ensemble des actions détenues en excès des limites de propriété du capital. Par ailleurs, les entreprises auront l'interdiction de financer ces transactions autrement que par leurs profits et réserves volontaires. Selon QFMA, ce règlement contient également des obligations visant à assurer la stabilité des marchés financiers, telles que l'interdiction d'émission d'actions au cours d'une opération de rachat et l'interdiction du rachat des actions au cours d'une opération d'émission.

ARABIE SAOUDITE

Présentation des opportunités minières lors d'une visite ministérielle au Brésil

L'Arabie saoudite a invité les entreprises brésiliennes à investir dans son secteur minier, soulignant des opportunités de croissance substantielles lors d'une visite de son premier ministre dans le pays sud-américain.

Lors d'une table ronde organisée par la Fédération des industries à Sao Paulo, Le ministre saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales, Bandar AlKhorayef, a déclaré que la production minière est un problème mondial qui nécessite une direction et une collaboration internationales en raison de son rôle essentiel dans transition énergétique mondiale. L'Arabie saoudite vise à attirer des acteurs internationaux alors que son secteur minier se prépare à s'étendre dans le cadre de l'initiative gouvernementale alignée sur la vision saoudienne 2030. Cet effort vise à accroître la transparence des licences, à promouvoir les industries nationales et à stimuler le développement de contenu local et la création d'emplois. Au cours de la réunion, le ministre a déclaré : « Le Royaume reconnaît que les

défis mondiaux liés à la production minière exigent un leadership collectif. Notre stratégie pour réaliser de réels progrès repose sur la collaboration et, tout en maintenant nos objectifs ambitieux, nous nous concentrons sur l'établissement de partenariats solides à l'échelle mondiale. » Il a ajouté : « La production minière va au-delà de la valeur économique; elle incarne le potentiel de notre pays et de notre peuple. Avec ses ressources abondantes, sa main-d'œuvre qualifiée et ses occasions exceptionnelles d'investissement, le Royaume est en bonne voie pour une croissance transformatrice. » Le ministre a souligné les avantages d'investir en Arabie saoudite, notamment ses ressources naturelles abondantes, sa main-d'œuvre qualifiée, son infrastructure moderne et un environnement commercial favorable.

LIBYE

Accord avec le turc Tosyalı Holding pour une sidérurgie verte

L'usine, qui sera construite, devrait utiliser l'hydrogène comme source d'énergie propre. Sa production servira à répondre aux besoins de plusieurs marchés situés en Afrique du Nord et en Europe. Le conglomérat sidérurgique turc Tosyalı Holding a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 22 juillet 2024, la signature d'un accord avec la société libyenne Libya United SteelCompany for the Iron and SteelIndustry (SULB) pour l'installation d'une usine de fer et d'acier décarbonés dans la ville de Benghazi (est).

L'usine s'appuiera sur la technique de la réduction directe, qui est un ensemble de procédés d'obtention de fer et d'acier à partir de minerai de fer par réduction des oxydes de fer sans fusion du métal, et ce en utilisant soit l'hydrogène, soit le monoxyde de carbone dérivé du gaz naturel ou du charbon. L'unité industrielle qui devrait être construite en Libye fonctionnera à l'hydrogène propre pour produire du fer et de l'acier décarbonés destinés à répondre aux besoins des marchés situés en Afrique du Nord et en Europe. A terme, elle aura une ca-

pacité de production totale de 8,1 millions de tonnes par an. « Nous sommes ravis d'accroître nos investissements sur les côtes méditerranéennes de l'Afrique. En se concentrant sur l'acier à valeur ajoutée basé sur la production locale, nos investissements régionaux ont un impact économique, environnemental et social positif en favorisant la création de valeur, l'emploi, le développement et le bien-être dans les pays où nous sommes présents », a déclaré le président de Tosyalı Holding, FuatTosyalı, cité dans le communiqué.

« Nous sommes fiers de franchir une étape cruciale vers l'industrialisation de Benghazi et de la Libye et le développement de l'industrie sidérurgique en nous associant à Tosyalı. Cet accord permettra aux deux groupes de faire un grand pas en avant et de renforcer les liens économiques entre la Libye et la Turquie », s'est félicité de son côté le PDG de Libya United SteelCompany for Iron and SteelIndustry, Ahmed Gadalla. Outre son marché domestique, Tosyalı Holding opère en Algérie, au Sénégal, en Angola et en Espagne.

EGYPTE

Le gouvernement prévoit d'augmenter le prix des engrais subventionnés

L'Égypte affiche le plus grand niveau d'utilisation d'engrais en Afrique. La pénurie de gaz naturel qui affecte le pays, met le marché des engrais sous tension. En Egypte le gouvernement envisage de faire passer le prix de la tonne d'engrais subventionné à 6 250 livres (129 \$) soit 30 % de plus que le tarif jusqu'ici en vigueur (4 800 livres). C'est ce que rapporte le média Asharq le 22 juillet, citant une source proche du gouvernement ayant requis l'anonymat. Selon la même source, cette décision devrait permet-

tre de soulager le fardeau des fournisseurs, dont les coûts de production ont augmenté en raison de la pénurie en gaz naturel qu'enregistre le pays. Cette pénurie a déjà entraîné la fermeture temporaire de plusieurs usines pétrochimiques au cours du mois de juin. La société Abu QirFertilizers, l'un des principaux fournisseurs d'engrais du pays, a par ailleurs annoncé le 27 juin dernier son passage partiel à l'hydrogène pour poursuivre ses activités. D'après le quotidien Enterprise qui cite des sources proches de l'industrie, le 18

juillet dernier, les fabricants locaux d'engrais enregistrent désormais un manque à gagner d'environ 4 000 livres (82,6 \$) pour chaque tonne d'engrais livré au gouvernement. Il convient de noter qu'en Egypte, le gouvernement impose aux fournisseurs d'engrais d'allouer 55 % de leur production à des prix subventionnés au ministère de l'Agriculture. Alors que l'utilisation d'engrais en Egypte est la plus importante en Afrique, cette situation pourrait affecter les producteurs agricoles à terme.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Coopération avec l'Indonésie

Les Emirats Arabes Unis et l'Indonésie ont renforcé leurs liens économiques lors de la visite d'état du président JokoWidodo. Les deux pays ont signé une demi-douzaine de MoU, sur des sujets allant de la coopération sur l'énergie nucléaire civile au déploiement de systèmes intelligents par leurs banques centrales respectives. Certains accords fixent des objectifs d'investissement, à l'instar d'un MoU engageant 3 milliards de dollars pour ren-

forcer l'infrastructure touristique en Indonésie, sans annoncer de date d'exécution. Les EAU et l'Indonésie ont signé un CEPA en 2022 pour accompagner le renforcement de leurs échanges, qui sont passés de 2,7 milliards de dollars en 2014 à 4,4 milliards en 2023. Le plus grand pays musulman du monde émet régulièrement des produits obligataires islamiques sur les bourses émiriennes, et des accords pour plus de 21 milliards de

dollars de projets avaient été signés en Indonésie l'année dernière. Les Emirats Arabes Unis et l'Éthiopie signent un accord de swap de devises. Les banques centrales des deux pays se sont accordées pour permettre l'échange direct de leurs devises respectives, pour un montant allant jusqu'à 816 millions de dollars. L'initiative a pour but de simplifier les transaction transfrontalières, en supprimant le besoin d'intermédiaires : un paiement classique impose usuelle-

ment l'emploi de plusieurs banques de correspondances intermédiaires, qui allongent les durées d'exécution et augmentent les coûts de transaction. L'accord renforce également la collaboration des deux banques centrales sur leurs systèmes de paiement instantanés (UAES-WITCH et ETHSWITCH), leurs systèmes de messageries et leurs innovations financières, à l'instar des monnaies digitales de banque centrale.

RAPPORT

Comment stimuler l'investissement d'impact en Afrique

Bien que le secteur soit en forte croissance, il reste sous-développé et confronté à des obstacles tels que l'attraction de capitaux et le manque de main-d'œuvre qualifiée, notamment en Afrique.

La simplification des procédures d'accès des investisseurs d'impact aux capitaux publics, le développement de la contribution des grandes fondations locales et internationales et l'amélioration des conditions de sortie d'investissement constituent les principales pistes à explorer pour accroître la part l'investissement d'impact dans le financement des entreprises africaines, selon un rapport publié le 18 juillet par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI). Intitulé « Faire de l'investissement d'impact une solution de financement pour les entreprises africaines », le rapport rappelle que les investisseurs d'impact contribuent à une mission d'intérêt général, volontaire, prédéfinie et aux résultats mesurables, à travers l'investissement dans des entreprises privées, financièrement soutenables. Ils font une différence entre la rentabilité économique et sociale de leurs investissements, et la rentabilité financière qui peut, pour certains, être inférieure à des attentes de marché. Les impacts recherchés peuvent être économiques (création d'emplois, par exemple), sociaux (amélioration des niveaux d'éducation ou de santé), environnementaux (pollution réduite ou effets positifs sur le changement climatique) ou encore de gouvernance (formalisation des entreprises, réduction de la corruption). Les investisseurs d'impact se distinguent des investisseurs traditionnels par leur intention de générer un impact, et en subordonnant la rentabilité financière à l'atteinte des objectifs qu'ils ont choisi comme leur mission. Les investisseurs d'impact doivent également prouver leur « additionnalité », un principe défini comme « la réalisation d'un investissement qui n'aurait pas eu lieu en l'absence de l'intervention de l'investisseur d'impact ». Ils sont ainsi obligés de soutenir des projets qui sont délaissés par les autres financiers, sinon ils n'auraient aucune légitimité à se différencier, par exemple, des investisseurs privés classiques responsables. Cela explique pourquoi on voit les investisseurs d'impact opérer essentiellement dans les zones désavantagées et au bénéfice des populations pauvres, dans les pays riches ou en développement. Compte tenu de ses spécificités, l'investissement d'impact représente une solution de financement pour les PME africaines, qui peinent à accéder à des financements en dette et en fonds propres en raison d'une balance rendement-risque jugée défavorable, mais aussi de la pénurie d'épargne domestique.

Une dynamique de croissance insuffisante

Le rapport note cependant que le niveau de développement de cette industrie demeure insuffisant sur le continent. Bien que le secteur soit en forte croissance en Afrique (14 % par an selon les données du Global Impact Investing Network), ce chiffre doit être

relativisé, en raison de la forte croissance de l'investissement d'impact dans le monde (18 %), notamment dans les marchés matures (plus de 30 % aux États-Unis et en Europe). D'un point de vue géographique, quelques marchés attirent une majorité d'investissements. Ainsi, parmi les entreprises financées en Afrique, la plupart sont localisées dans trois pays anglophones : Afrique du Sud, Kenya et Nigeria. Les fonds d'impact localisés en Afrique sont aussi des acteurs mineurs du marché. Ils représentent 40 % du total des structures, mais gèrent à peine plus de 15 % des actifs. En outre, les fonds originaires du continent sont surtout présents dans une poignée de pays. Ainsi, cinq pays (Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Maurice et Nigeria) hébergent les trois quarts des fonds africains et 95 % des actifs sous gestion de ces véhicules. Par ailleurs, un ralentissement est constaté dans la naissance de nouveaux fonds d'impact dédiés au continent depuis 2020 malgré une très forte demande. Plusieurs obstacles entravent le développement du secteur. Il s'agit, en premier lieu, des difficultés à attirer des capitaux, que ces ressources soient privées ou publiques. Ce problème est particulièrement crucial pour les nouvelles structures qui peinent à boucler leur tour de table, en raison de leur manque de capacités à remplir les exigences demandées par les bailleurs de fonds qui sont devenus très majoritairement publics, à la notable exception de la fondation Mastercard. Alors que les investisseurs financiers institutionnels internationaux, peu présents initialement en Afrique, ont disparu, il existe peu d'investisseurs locaux. Les fonds de pension, les banques régionales de développement et les fonds souverains africains commencent à s'intéresser au secteur, comme c'est le cas pour le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Sénégal (FONSIS) ou la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) dans l'UEMOA, mais le mouvement est encore d'ampleur réduite. La contribution limitée des investisseurs africains à l'alimentation des fonds d'impact induit aussi un problème d'inadéquation des devises. Les investisseurs internationaux ont des capitaux en monnaie forte (dollar, euro) alors que les entreprises locales ont besoin de fonds en devises nationales. Cela engendre des risques de change avec des monnaies locales parfois très volatiles comme le cedi ghanéen ou le naira nigérian. D'autre part, la difficulté de sortir du tour du table des entreprises ciblées par les fonds d'impact à des conditions favorables fragilise les rendements des investisseurs. Face au manque d'investisseurs internationaux ou nationaux qui acceptent de racheter les parts des entreprises au prix attendu, les fonds sont souvent contraints de céder leur participation à un prix inférieur à celui espéré ou de repousser leur sortie pour tenter d'améliorer les conditions de celles-ci.

Favoriser la création des fonds de fonds

Sur un autre plan, les gestionnaires sont pénalisés par une difficulté d'accéder à une main d'œuvre qualifiée. L'investissement d'impact implique non seulement de trouver de bons financiers, mais également des personnes à la pointe sur la mesure de l'impact. Ces deux types de ressources humaines sont rares sur le continent, étant donné que les fonds d'impact font face à la concurrence d'autres structures offrant de meilleures perspectives salariales et professionnelles comme les fonds internationaux ou les grandes institutions de développement. Le rapport souligne dans ce cadre que plusieurs leviers peuvent être actionnés pour faire du secteur de l'investissement d'impact un outil plus important de financement des entreprises africaines. L'intérêt doit d'abord se porter sur la simplification de l'accès aux capitaux publics pour réduire la contrainte financière des fonds d'impact. Les procédures d'accès aux nombreuses facilités de financement mixte mises en place par les principaux bailleurs comme la Banque mondiale (Private Sector Window) ou l'Union européenne (Africa Investment Facility) demeurent, en effet, lourdes et coûteuses. Les gouvernements africains pourraient aussi faire plus et mieux pour financer le secteur de l'investissement d'impact en s'appuyant sur les institutions financières publiques et leurs fonds souverains. Le développement de la contribution des fondations africaines et internationales à l'investissement d'impact est également une voie à poursuivre. La fondation Mastercard a commencé à apporter un changement qui pourrait être systémique, notamment au travers de son fonds de fonds MFAGF. Cette voie pourrait être suivie par d'autres. La difficulté pour cibler les fonds d'impact africains tient cependant au fait que les grandes fondations, family offices ou investisseurs institutionnels ont tendance à intervenir avec des montants unitaires élevés qui ne sont pas absorbables pour la plupart des fonds opérant en Afrique. Une solution pour contourner ce problème est de s'appuyer sur des fonds de fonds. Ces structures collectent des contributions de divers propriétaires de capitaux afin de financer les fonds d'investissement. D'autre part, une attention particulière doit être accordée à l'amélioration des conditions de sortie par la génération de marchés secondaires. Les investisseurs institutionnels pourraient aussi s'éloigner des montages traditionnels des fonds d'investissement en acceptant des investissements plus longs et une sortie à une date plus flexible. Et last but not least, la mesure de l'impact pourrait être améliorée à travers l'assistance technique, les partages d'expérience et le lancement de formations spécifiques pour augmenter l'offre de la main d'œuvre qualifiée.

TANZANIE

Des résultats positifs pour le projet de raffinerie de nickel Kabanga

Utilisé dans les batteries pour véhicules électriques, le nickel est l'un des métaux indispensables à la transition énergétique. La Tanzanie qui devrait produire plus de 10 % du graphite mondial d'ici 2030, tient avec le projet Kabanga un autre atout pour profiter de cette transition énergétique. LifezoneMetals a produit des échantillons de cathodes de nickel, de cuivre et de cobalt à partir d'un concentré obtenu sur le projet Kabanga en Tanzanie. C'est l'annonce faite le 23 juillet par la société américaine qui précise que c'est une première pour ce gisement découvert en 1975. « La première production de cathodes de nickel, de cuivre et de cobalt raffinés à partir du projet de nickel de Kabanga marque une étape historique [...]. Elle jette des bases solides pour l'avenir de Kabanga et de la raffinerie de Kahama afin de garantir une production de métaux durable et de haute qualité en Tanzanie », a déclaré Chris Showalter, DG de Lifezone. Considéré comme l'un des gisements de nickel les plus grands et les plus riches encore inexploités dans le monde, Kabanga peut renforcer la place de la Tanzanie parmi les fournisseurs de métaux indispensables à la transition énergétique. En visite dans le pays en 2023, la vice-présidente des États-Unis Kamala Harris a déclaré que le projet serait la première usine tanzanienne de production de nickel de qualité batterie. Une étude de faisabilité pour le projet devrait être achevée d'ici le troisième trimestre 2024. Avant la mise en service de ce projet, rappelons que la Tanzanie participe déjà à la transition énergétique en fournissant du graphite, autre produit utilisé dans les batteries pour véhicules électriques. D'ici 2030, le pays devrait même fournir plus de 10 % de la production mondiale du minéral.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses asiatiques hésitantes après le recul de Wall Street

La Bourse de Tokyo hésitait et les places chinoises affichaient de légères pertes mercredi 24 juillet au matin après la clôture en repli la veille de Wall Street, où les valeurs liées aux semi-conducteurs ont notamment baissé. L'indice vedette Nikkei grappillait 0,05% à 39.614,07 points vers 01h00 GMT, tandis que l'indice élargi Topix perdait 0,23% à 2.826,98 points.

«Les résultats de grandes entreprises technologiques américaines ont été décevants après la clôture du marché américain, et le marché japonais devrait également être plombé par le poids important des entreprises technologiques», a commenté Ryo-taro Sawada du Tokai Tokyo Intelligence Lab. Le constructeur automobile américain Tesla, spécialiste des véhicules électriques, a ainsi vu plonger son bénéfice net de 45% au deuxième trimestre dans un contexte de prix bas et de concurrence accrue de la part des constructeurs traditionnels, faisant chuter son titre dans les échanges après la clôture à New York. «Sur le plan politique la volatilité est à craindre» «Le coup d'envoi de la saison des résultats pour les “Sept Magnifiques” n'a pas vraiment incité à la fête à Wall Street, laissant les impressions au sujet des mégacapitalisations vaciller sur un fil», selon Stephen Innes de SPI Asset Management. Par ail-

leurs, «sur le plan politique la volatilité est à craindre» alors que les sondages se resserrent entre les candidats républicain et démocrate depuis que Joe Biden a laissé la place à sa vice-présidente Kamala Harris dans la course à la présidentielle face à Donald Trump. A Hong Kong, l'indice Hang Seng était en légère baisse dans les premiers échanges (vers 2H20 GMT) de 0,19% à 17.435,91 points. De leur côté, au même moment, l'indice composite de Shanghai reculait de 0,32% à 2.905,69 points et celui de Shenzhen cé-dait 0,78% à 1554,78 points. Le fabricant japonais de moteurs élec-triques Nidec grimpait de 6,8% après avoir annoncé mardi une révision à la hausse de ses prévisions annuelles à la fa-veur de la demande croissante pour ses systèmes de refroidissement pour ser-veurs utilisés pour l'IA, et un fractionne-ment de ses actions. «Normalisation»

Sur le marché des changes, le yen conti-nuait de se renforcer face au dollar, après des propos du secrétaire général du parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir au Japon, Toshimitsu Motegi, appelant la Banque du Japon a «exprimer clairement qu'elle poursuivra progressivement ses mesures de normalisation». La semaine dernière la devise nippone avait déjà été soutenue par des propos du ministre ja-ponais du Numérique Kono Taro esti-mant que la BoJ devrait monter ses taux pour soutenir sa monnaie. Selon un sondage de l'agence Bloomberg auprès d'économistes, seuls environ 30% d'entre eux parient cependant sur une hausse de taux dès la réunion des 30 et 31 juillet, beaucoup estimant risqué de com-biner un tel mouvement à la réduction de

rachats d'obligations publiques japonaises déjà annoncée et que la BoJ doit chiffrer la semaine prochaine. Un nombre légè-rement inférieur d'observateurs parie sur une hausse en septembre, et 35% misent plutôt sur octobre. Le billet vert baissait encore à 155,44 yens vers 01h10 GMT, contre 155,59 yens mardi à 21h00 GMT. L'euro reculait à 168,51 yens contre 168,81 yens la veille, et valait 1,0849 dollar contre 1,0850 dollar mardi. Les cours du pétrole étaient dans le vert: le baril de WTI américain gagnait 0,48% à 77,33 dollars et celui de Brent de la mer du Nord prenait également 0,48% à 81,40 dollars vers 00h50 GMT.

L'Europe dans le rouge après une avalanche de résultats

Les principales Bourses européennes sont dans le rouge mercredi en matinée dans une séance marquée par de nombreuses publications d'entreprises jugées pour la plu-part décevantes après les résultats sans en-thousiasme la veille des géants technologiques américains. À Paris, le CAC 40 perd 1,7% à 7.469,81 points vers 08h00 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,51% et à Francfort, le Dax cède 0,95%. L'indice EuroStoxx 50 recule de 1,3%, le FTSEurofirst 300 de 0,73% et le Stoxx 600 de 0,81%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,48% pour le Dow Jones, de 0,71% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,03% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge. Alphabet et Tesla qui ont publié mardi des ré-sultats supérieurs aux prévisions reculent néanmoins en avant-Bourse dans un contexte de craintes par les investisseurs que les titres technologiques soient survalorisés. En Europe, l'indice du compartiment technolo-gique abandonne 0,89%. Le secteur européen du luxe (-2,76%) est éga-

lement à la peine avec LVMH qui chute de - 5,32% après la publication de ses résultats tri-mestriels, ressortis légèrement en dessous des attentes. Dans le compartiment européen des banques, en repli de 1,24%, de nom-breuses publications figurent également à l'agenda du jour. BNP Paribas cède 2,68% malgré un résultat net au-dessus des attentes au deuxième trimestre. Deutsche Bank plonge de 7,66% après avoir fait état d'une perte nette au deuxième trimestre, sur fond d'une provi-sion de 1,3 milliard d'euros liée à l'acquisition de Postbank. Santander avance de 1,94%, son bénéfice net trimestriel ayant bondi de 20%, tandis qu'Unicredit reflue de 1,92% après ses résultats. Dans les autres secteurs, Easy-Jet grimpe de 6,0% après le relèvement des prévisions de sa division "holidays". La séance est également marquée par les données sur les PMI en Europe, les premiers résultats mon-trant un rebond du secteur des services en juil-let en France avec les Jeux Olympiques qui commencent vendredi, tandis qu'en Allemagne l'activité du secteur privé a affiché en juillet une contraction surprise. En zone euro, le PMI composite a ralenti en juillet à 50,1 après 50,9 en juin.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Juillet 2024 Valeur : 26 Juillet 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.6847	134.6997
1	EUR	EURO		145.8231	145.8932
1	GBP	POUND STERLING		173.4733	173.5374
100	JPY	JAPANESE YEN		87.0619	87.0772
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5126	18.5149
1	CHF	SWISS FRANC		151.2462	151.2970
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.6401	97.6793
1	DKK	DANISH KRONE		19.5479	19.5514
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4433	12.4481
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.1663	12.1721
1	AED	UAE DIRHAM		36.6679	36.6739
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9035	35.9094
1	KWD	KUWAITI DINAR		440.2900	440.4830
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1109	43.5441
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6619	13.6634
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5147	27.6557
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5462	3.5466
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.5312	178.5312

PARIS

Reculé au contact des 7500pts, pénalisé par le luxe

La bourse de Paris cède près de 1,4% ce matin, autour des 7495 points, péna-lisée par le net recul des valeurs du luxe à l'instar de LVMH qui cède 4,5% au lendemain de ses trimestriels, ou encore de Kering (-3%). Hier soir, LVMH a fait état d'une croissance organique de seulement 1% au titre du deuxième trimestre, une performance infé-rieure aux prévisions des analystes qui vi-saient plutôt un chiffre de 3%. La matinée est ponctuée par les nom-breuses publications trimestrielles. Quelques poids lourds européens de la trempe de Deutsche Bank, Equinor, Santan-der et UniCredit ont ainsi dévoilé leurs comptes ce matin. Sur le front des statistiques, l'indice flash PMI composite HCOB de la zone euro s'est replié de 50,9 en juin à 50,1 en juillet, signa-lant ainsi une quasi-stagnation de l'activité

globale du secteur privé de la région, et marquant la plus faible croissance de la pé-riode d'expansion en cours. Dans l'Hexagone, l'indice PMI flash compo-site HCOB est en hausse, passant de 48,2 en juin à 49,5 en juillet, mais signalant tou-jours un repli de l'activité du secteur privé français, avec un taux de contraction qui n'est toutefois plus que marginal. A suivre par ailleurs cet après-midi, l'indice PMI américain, qui devrait, selon le consen-sus, montrer une décélération de la crois-sance en ce début de troisième trimestre. Outre-Atlantique, les opérateurs de marché n'ont pas été rassurés par les annonces faites après la clôture par Alphabet et Tesla, dont les résultats trimestriels se sont révélés plutôt décevants. Alphabet, la maison-mère de Google, a lé-gèrement dépassé les estimations de Wall Street, mais la perspective d'une intensifica-

tion de ses dépenses d'investissement pe-sait sur le titre en cotations après-Bourse (- 2%). Tesla perdait de son côté plus de 3% en transactions électroniques suite à la confir-mation du ralentissement de la croissance de ses ventes au deuxième trimestre. Sur les marchés obligataires, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans varie peu, vers 4,24%. Les Bunds se distinguent avec une hausse en solo en Europe qui se traduit par une dé-tente de quatre points de base du rende-ment de référence à dix ans, vers 2,42% tandis que l'OAT de même échéance évolue à 3,12%. . Le baril de Brent cède 0,3% à 81,3 dollars tandis que l'euro cède 2% face au billet vert, à 1,083\$/E. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Soi-tec a confirmé que son chiffre d'affaires du

premier trimestre 2024-25 avait diminué de 23% à 121 millions d'euros en données pu-bliées, et de 24% à périmètre et change constants. De son côté, Orange publie un résultat net part du groupe de 0,28 euro par action pour les six premiers mois de 2024, contre 0,30 euro un an auparavant, ainsi qu'un EBIT-DAaL en hausse de 2,5% (à base compa-rable) à 5,51 milliards, en ligne avec son ob-jectif annuel. BNP Paribas a vu son bénéfice net augmen-ter de 1,6% sur le trimestre à presque 3,4 milliards d'euros, là où les analystes atten-daient, en moyenne, un profit de 2,9 mil-liards. Enfin, Alstom a annoncé mercredi avoir rem-porté un contrat de quatre milliards d'euros portant sur la fourniture et la maintenance de 90 trains périurbains destinés au réseau ferroviaire de Cologne (Allemagne).

LE DÉFI DE KAMALA HARRIS

Renouveler le message économique à destination de la classe ouvrière

Selon le politologue Yannick Mireur, la potentielle future candidate démocrate devra remettre les enjeux économiques au centre du débat, et notamment la question du "capitalisme juste" pour s'assurer les voix de la classe ouvrière.

À quatre mois d'un scrutin décisif pour les États-Unis, le retrait de Joe Biden de la campagne électorale place Kamala Harris en nouveau recours potentiel des démocrates, même si sa candidature n'a pas été officiellement entérinée. Selon Yannick Mireur, politologue et spécialiste des États-Unis, pour s'imposer, Kamala Harris aura la tâche difficile de "renouveler le discours économique". La campagne démocrate ne pourra pas porter que sur les questions sociétales, comme l'IVG. Il s'agira au contraire de replacer l'économie au centre pour ne pas risquer d'éloigner définitivement les démocrates de la victoire.

S'adresser à la classe ouvrière

Et trouver les mots pour parler à la classe ouvrière, très courtisée par le camp républicain. "Le ticket puissant Trump / Vance déplace le curseur du camp républicain. Délaissant le credo de la fiscalité et de la bonne gestion du camp conservateur, il pointe vers les classes populaires", analyse Yannick Mireur, auteur de l'ouvrage "Populisme Smart". Selon lui, le camp républicain a réussi à s'assurer l'adhésion d'une partie de la classe ouvrière présentée comme la grande oubliée des politiques américaines. "Les démocrates doivent faire en sorte que l'électorat qui leur était traditionnellement acquis, celui des États de la Rust Belt reste dans leur camp", identifie Yannick Mireur.

Soit reconquérir le vote des États du nord-est, de la Pennsylvanie à l'Illinois. Au-delà du message à orienter, il y a aussi un enjeu d'image. Là où Vance est issu de la classe ouvrière blanche déclassée, Kamala Harris illustre davantage l'establishment américain, plus éloignée des "cols bleus". Là aussi, il lui faudra trouver le moyen de parler à la base sans être cantonnée à son image de magistrate.

Incarner le capitalisme "juste"

Pour Yannick Mireur, le discours économique démocrate doit se ré-ancrer dans les éléments assez originaux portés par Joe Biden, pour ne pas se les laisser "voler" par le camp républicain. Ce qui est en jeu, c'est "la revitalisation du capitalisme américain", notamment par l'outil de l'anti-trust engagé par Biden par un décret présidentiel du 9 juillet 2021. Il s'agit de modeler un capitalisme auquel serait adjoint l'enjeu de "fairness". "Donc de créer de la richesse, sans oublier les travailleurs de la base, en partageant les fruits du travail, en redynamisant l'aiguillon de la concurrence", insiste le politologue. C'est donc la mise en place d'une nouvelle équité qui passe par la lutte contre les situations de monopole et de prix trop élevés.

Rappeler les réussites du bilan Biden

Outil anti-trust, lutte contre les monopoles des GAFAM, retour au plein-emploi et maîtrise de l'inflation, Kamala Harris peut se prévaloir du bilan de Joe Biden, dont elle a été la vice-présidente. Elle pourrait aussi rappeler les réussites des grands programmes d'investissement lancés sous le mandat Biden. En novembre 2021, le plan infrastructures (infrastructures routières, ferroviaires, réseau internet) a été définitivement adopté, portant l'effort du gouvernement à 1.200 milliards. En août 2022, l'Inflation Reduction Act propose des crédits d'impôts pour doper investissement et consommation dans l'industrie verte "made in USA".

L'inflation, point noir du bilan des démocrates

Pour autant la persistance de l'inflation qui flirte désormais avec les 3% nuit au bilan positif du camp démocrate. "Même si l'inflation a été mise sous contrôle, il y a eu un vrai mécontentement par rapport à la hausse des prix, en dépit du plein-emploi. Ce mécontentement bénéficie à Trump", souligne encore Yannick Mireur. Changer d'image, renouveler le message économique tout en mettant en avant le bilan du camp démocrate, une sorte de "rupture dans la continuité" à réaliser par la potentielle candidate. Un pari à réaliser en quelques mois seulement.

COTATION

Le dollar se raffermi

Le dollar gagnait du terrain, mardi, soutenu par l'entrée en campagne de la vice-présidente américaine Kamala Harris, qui réduit, pour les cambistes, la probabilité d'une victoire de Donald Trump. Vers 20H00 GMT, le billet vert avançait de 0,37% face à la monnaie unique, à 1,0851 dollar pour un euro. "C'est très lié au

changement de perception, ces derniers jours, quant à l'élection présidentielle" américaine, ont expliqué des experts. "Cela modifie les anticipations de nouveau tarifs douaniers qu'imposerait Trump" en cas d'élection, selon eux, ce qui était de nature à pénaliser les exportations américaines et le dollar. "Il y a beaucoup de

choses dans l'actualité en ce moment qui nous éloignent du sujet des taux" de la Fed, la banque centrale américaine, dont les opérateurs attendent trois baisses d'ici la fin de l'année, en septembre, novembre et décembre, ont-ils estimé. Des analystes s'attendent à ce que les grands indicateurs macroécono-

miques de la semaine donnent encore un peu plus d'élan au dollar. Ils évoquent notamment le produit intérieur brut (PIB), dont les économistes prédisent qu'il devrait avoir progresser de 1,9% au deuxième trimestre en rythme annualisé, contre 1,4% sur les trois premiers mois de l'année.

ESPAGNE

Madrid relève ses prévisions de croissance à 2,4% en 2024 et 2,2% en 2025

Le gouvernement espagnol va relever sa prévision de croissance à 2,4% pour 2024, contre 2% attendus jusqu'à présent, en raison des bons résultats enregistrés par l'économie ibérique au cours des derniers mois, a annoncé le ministre de l'Économie ce dimanche 14 juillet. Dans le cadre de ses nouvelles prévisions macroéconomiques, qui seront adoptées mardi en Conseil des ministres, le gouvernement va par ailleurs retenir une hypothèse de croissance de 2,2% en 2025, précise Carlos Cuerdo dans un entretien accordé au quotidien El País.

C'est «trois dixièmes de plus» que les 1,9% jusque-là attendus par l'exécutif, détaille Carlos Cuerdo, qui anticipe par ailleurs une nette baisse du chômage au cours des prochains mois, grâce à la création de «plus d'un million d'emplois» entre 2024 et 2025. Forte reprise du tourisme Ces révisions étaient largement attendues, au vu du dynamisme économique de l'Espagne, qui profite de la forte reprise du tourisme après la pandémie de Covid-19 mais aussi par les fonds du plan de relance européen «NextGeneration». L'an dernier, le pays a ainsi enregistré une croissance de 2,5%, bien supérieure à la moyenne de l'Union européenne (0,4%). Et cette tendance s'est poursuivie au premier trimestre avec une hausse du PIB de 0,8%, deux fois plus élevée que la prévision de la Banque d'Espagne.

FRANCE

Les créations d'entreprises en repli de 0,7% en juin

Le nombre d'entreprises créées en France au mois de juin a reculé de 0,7% sur un mois après avoir progressé de 3,3% en mai, pénalisé par la diminution des immatriculations de microentreprises, a indiqué mercredi l'Insee. Un peu moins de 96.000 créations d'entreprises (95.739) ont été recensées durant le sixième mois de l'année, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué de presse. En mai, ce dernier avait dénombré 96.438 nouvelles sociétés. Dans le détail, les créations d'entreprises classiques ont crû de 2,6% sur un mois en juin, une accélération par rapport à la

hausse de 2,1% enregistrée entre avril et mai. Plus de 34.000 sociétés de ce type ont vu le jour en juin. Mais dans le même temps, les immatriculations de microentreprises ont reculé de 2,5% sur un mois (après avoir bondi de 4% en mai), tombant à 61.563 créations d'entreprises en juin.

Baisse des créations d'entreprises dans les transports

Ce coup d'arrêt du mois de juin, après deux mois consécutifs de hausse des créations d'entreprises, s'explique par un ralentissement des immatriculations dans le secteur du «commerce, trans-

ports, hébergement et restauration» (24.876 créations en juin contre 25.286 en mai). Au sein de ce secteur, c'est la filière des transports et de l'entreposage qui a nettement marqué le pas, en créant près de 1.000 entreprises de moins en juin qu'en mai (8196 contre 9.105, soit un recul de 10% sur un mois). Les immatriculations ont également reflué dans les secteurs des services aux entreprises, l'Insee dénombant 23.831 immatriculations en juin contre 24.144 un mois plus tôt, et de l'industrie (6189 immatriculations après 6350 en mai). «À l'inverse, les créations d'entreprises continuent d'augmenter dans le secteur de la construction» (+5,8% soit 8.144

immatriculations en juin), souligne l'Insee. La progression de l'indicateur s'est aussi accélérée en juin dans les services aux ménages (11.328 immatriculations) et l'enseignement, la santé et l'action sociale (9.211). «Le nombre cumulé d'entreprises créées au deuxième trimestre 2024 augmente fortement par rapport au même trimestre de l'année 2023 (+9,6%), qui avait été marqué par un net recul des créations», précise l'Insee. La tendance est identique sur douze mois: le nombre d'immatriculations recensées entre juillet 2023 et juin 2024 dépasse de 6,1% le total enregistré un an plus tôt (juillet 2022-juin 2023).

NOUVEAUX SKODA KODIAQ ET
SUPERB COMBI**Un bon diesel
de 193 ch arrive**

Skoda propose désormais le diesel 2.0 TDI de 193 ch 4x4 sur ses Superb Combi et Kodiaq, ce dernier adoptant également une nouvelle finition Sportline. Ces derniers mois, la gamme Skoda s'est en grande partie renouvelée, notamment du côté des véhicules les plus grands, comme le SUV Kodiaq ou encore l'imposante berline Superb. Respectivement présentés en octobre et novembre 2023, puis arrivés sur le marché au premier trimestre, les voici qui ajoutent de nouvelles cordes à leur arc. À commencer donc par le Kodiaq de seconde génération qui depuis son arrivée n'est proposé qu'en une seule finition baptisée Selection. Désormais, une touche sportive un peu plus sexy est aussi de la partie avec l'arrivée de la finition Sportline dans la gamme. Au menu, des éléments teints en noir, comme les monogrammes, le contour de calandre ou les coques de rétroviseurs. On remarque aussi les jantes de 19 pouces (17" en Selection) ou encore les feux avant Full Matrix LED.

La touche "sportive"

À l'intérieur, le Skoda Kodiaq Sportline ajoute aussi une touche sportive bienvenue, avec une sellerie spécifique en suédine sur les sièges sport, tandis que le pédalier aluminium et le volant trois branches font aussi partie de la dotation de série. Puisqu'il est question de finition Sportline, la Superb aussi y aura droit prochainement, "plus tard cette année" indique Skoda, aussi bien sur la berline que le break Combi. Pour l'heure, le modèle est proposé en finitions Selection et Laurin & Klement haut de gamme.

Jetons un coup d'oeil aux moteurs proposés sur le nouveau Skoda Kodiaq Sportline. Et la finition ne fait l'impasse sur aucun des trois blocs déjà proposés au catalogue, l'essence 1.5 TSI de 150 ch à micro-hybridation, le diesel 2.0 TDI de 150 ch ou encore l'hybride rechargeable 1.5 TSI de 204 ch. Mais comme une nouveauté ne vient jamais seule, un nouveau moteur diesel plus puissant vient s'ajouter à l'offre.

4-roues motrices sur le Kodiaq et le break Superb

En effet, le nouveau Kodiaq, tout comme la Superb Combi d'ailleurs, se dotent désormais du diesel 2.0 TDI 193 ch, associé à une boîte automatique à double embrayage DSG7, et surtout à une transmission intégrale 4x4. À noter que ce moteur est disponible sur le SUV dans les deux versions, 5 places et 7 places, ainsi que sur l'ensemble des finitions, Selection et Sportline. Pour ce qui est des prix, la nouvelle finition Sportline du Kodiaq est facturée 4000 € de plus que la finition Selection, à moteur équivalent. Un écart de prix similaire s'applique encore le 2.0 TDI 150 existant et le nouveau 2.0 TDI 193 ch 4x4.

AVANT 2035 ET L'ARRÊT DU THERMIQUE

**Les constructeurs
ont un plus gros
problème à gérer**

L'année prochaine, un nouvel abaissement de la limite des émissions de CO2 sera appliqué dans la norme "CAFE". Les constructeurs craignent de ne pas pouvoir la respecter.



Le mur de la fin du thermique en 2035 sera précédé d'un autre obstacle géant. L'étau se resserre et les constructeurs pourraient le payer cher, nous évoquions d'ailleurs déjà cette problématique en 2022. La norme CAFE (Corporate Average Fuel Economy) établit en effet des règles en Europe en matière d'émissions de CO2. Une limite à ne pas dépasser pour les constructeurs, sur la base de leurs immatriculations de véhicules particuliers neufs sur l'année passée. Si l'objectif de chaque marque est pondéré en fonction du profil des véhicules vendus (plus ils sont lourds, plus la limite est haute), la tâche s'est déjà compliquée en 2023. Les véhicules émettant moins de 50 g/km de CO2 comptaient en effet double en 2020, avant que ce coefficient descende à 1,67, puis 1,33 et enfin 1 en 2023. Plus le temps passe, et plus les constructeurs doivent donc vendre de voitures électriques ou hybrides rechargeables pour atteindre leurs objectifs. Sauf que le compte n'y est pas forcément en 2024 avec une trajectoire des ventes en plafonnement.

2025, nouveau couperet

Nouvelle étape en 2025 pour les normes CAFE avec l'abaissement du plafond d'émissions de CO2 pour les constructeurs,

qui passera en moyenne à environ 80 g/km (le calcul dépend en fait de plusieurs variables basées sur les années civiles passées). Mais cette valeur, qui symbolise la valeur totale de la flotte européenne, ne signifie pas grand-chose pour les constructeurs qui auront donc leurs propres objectifs, calculés selon cette formule : "objectif à l'échelle du parc de l'Union 2025 + a2025 x (TM - TM0)". TM représentant la moyenne de la masse des véhicules immatriculés par le constructeur l'année passée et TM0 étant une valeur de référence fixée à 1609 kg pour 2025. Si vous avez bien suivi, plus un constructeur vend des voitures lourdes, plus il aura droit à un objectif facile à atteindre ! Une réglementation que beaucoup trouvent évidemment injuste. Nous devons cette méthode de calcul au lobbying des constructeurs allemands qui dépendent beaucoup du haut de gamme et des véhicules lourds.

Jean-Philippe Imparato (directeur général d'Alfa Romeo), que nous avons pu interviewer, tire en tout cas la sonnette d'alarme : "si vous n'avez pas 20% de votre mix en véhicules électriques vous payez la facture, avec des chiffres très importants". Le manager français évoque évidemment ces fameuses amendes que craignent

les constructeurs automobiles présents en Europe et écoulant plus de 10 000 véhicules par an. Une valeur intéressante à plus d'un titre puisque Ferrari, qui a dépassé les 10 000 ventes annuelles, pourrait être concerné par la norme CAFE !

Comment éviter la sanction ?

Rares sont les constructeurs à avoir écopé jusqu'ici de lourdes amendes. Malgré des dépassements parfois non négligeables des objectifs fixés par l'UE, les marques ont profité du système de "pool" pour réduire la valeur CO2 de leur flotte. Le principe est simple : un constructeur trop pollueur s'associe avec une marque qui vend beaucoup de voitures électriques pour faire baisser sa moyenne. C'est d'ailleurs ce système très juteux de pool qui a rapporté des centaines de millions d'euros à Tesla. Mais la pratique a ses limites. Comme nous le rappelait Jean-Philippe Imparato, il sera difficile de respecter le nouvel abaissement des valeurs CO2 en 2025 sans un mix de véhicules électriques important. Les amendes pourraient donc pleuvoir dès 2026 : chaque gramme de CO2 au delà de la limite fixée par l'UE pour chaque constructeur est facturé 95 €... multiplié par le nombre de véhicules immatriculés par la marque en Europe.

META LANCE LLAMA 3,1 405B

«Le modèle d'IA de fondation le plus grand et le plus performant au monde»

Le géant Meta a dévoilé, mardi, son tout nouveau modèle à 405 milliards de paramètres, Llama 3.1. La maison-mère de Facebook le décrit comme « le modèle de fondation le plus grand et le plus performant au monde » disponible en libre accès.

Meta a franchi une nouvelle étape de son développement sur le marché de l'intelligence artificielle avec le lancement de Llama 3.1, présenté ce mardi 23 juillet. Cette nouvelle génération de modèles de langage open source est portée par ce modèle doté de 405 milliards de paramètres, qui fait de lui, du point de vue de Meta, le plus grand et le plus performant des modèles de fondation disponible en libre accès. Mark Zuckerberg l'affirme : cette avancée permettra de démocratiser l'IA et d'encourager l'innovation à grande échelle. Essayons de décortiquer tout cela.

Le grand bond en avant de Meta sur l'IA avec son modèle Llama 3.1

Llama 3.1 405B se distingue par ses performances exceptionnelles, et le fait qu'il soit capable de rivaliser avec les meilleurs modèles fermés du marché. Celui-ci a été entraîné sur plus de 15 trillions de tokens, et il offre des capacités de pointe en matière de connaissance générale, d'orientation, de mathématiques et de traduction multilingue. Mais cette prouesse technique fut assez énergivore, puisqu'elle a nécessité l'utilisation de plus de 16 000 GPU H100, faisant de Llama 3.1 405B le premier modèle Llama entraîné à cette échelle.

La nouvelle gamme Llama 3.1 est l'occasion pour Meta de présenter des versions améliorées de ses modèles 8B et 70B. Ces derniers bénéficient d'une fenêtre de contexte étendue à 128K tokens. Pour vous donner une idée, cela permet le traitement de textes plus



longs et des interactions plus complexes.

Ce qu'il faut savoir, c'est que les modèles sont désormais multilingues et qu'ils offrent des capacités de raisonnement renforcées, qui ouvrent la voie à des applications avancées telles que les assistants de codage et les agents conversationnels multilingues. Pour développer Llama 3.1, Meta a fait le choix d'une approche itérative, combinant fine-tuning supervisé (c'est-à-dire spécialiser un LLM sur un domaine précis avec un raisonnement spécifique) et optimisation directe des préférences. La méthode a permis d'améliorer de façon considérable la qualité des données d'entraînement et les performances globales des modèles. Ajoutons à cela que l'entreprise a optimisé ses modèles pour l'inférence en production, notamment grâce à une quantification de 16 bits à 8 bits.

Déjà plus de 300 millions de téléchargements pour les modèles Llama

Sur un aspect un peu plus business, Meta a constitué un large écosystème de partenaires pour faciliter l'adoption du nouveau modèle. On peut citer notamment des acteurs de premier plan du Cloud et de l'IA, comme Amazon Web Services, Google Cloud, Microsoft Azure, NVIDIA et Databricks, qui proposent dès maintenant des services d'intégration à leurs clients. Meta explique que les développeurs pourront tirer pleinement parti des capacités avancées du modèle 405B, que ce soit pour l'inférence en temps réel, le fine-tuning supervisé ou la génération de données synthétiques.

Ce n'est pas tout, car Meta a aussi introduit de nouveaux outils de sécurité, dont Llama Guard 3 et Prompt Guard,

qui doivent aider à encourager un développement responsable de l'IA. L'entreprise lance par ailleurs un appel à commentaires sur GitHub pour le « Llama Stack », un ensemble d'interfaces standardisées visant à faciliter l'interopérabilité et la construction d'applications tierces basées sur Llama. En tout cas, fort des 300 millions de téléchargements pour l'ensemble des versions de Llama, Meta démontre l'intérêt croissant, et c'est le moins que l'on puisse dire, pour l'IA open source, à laquelle Mark Zuckerberg tient beaucoup. L'entreprise espère que cette nouvelle génération de modèles stimulera l'innovation et permettra l'émergence de nouvelles applications dans des domaines variés, allant de la santé à l'éducation, en passant par la recherche scientifique. Wait and see, comme on dit outre-Atlantique.

Brèves

Google renonce à la suppression des cookies dans Chrome

Annoncé depuis plusieurs mois, l'abandon des cookies dans le navigateur Chrome était attendu cet été au profit d'une Privacy Sandbox, une alternative lancée en 2020. Mais au final, Chrome permettra désormais aux utilisateurs de naviguer sur le Web dans le cadre du paramètre Privacy Sandbox ou de continuer à activer les cookies intersites traditionnels. Rappelons que le Privacy Sandbox - disponible depuis Chrome 115 - se compose d'un

ensemble d'API de préservation de la confidentialité conçu pour réduire le suivi intersite et protéger la confidentialité des utilisateurs en éliminant les cookies tiers. Ce n'est pas la première fois que Google revient sur sa promesse de supprimer complètement les cookies tiers. L'entreprise avait déjà reporté son projet de blocage des cookies en juin 2021, puis en juillet 2022.

L'éditeur de logiciels juridique Clio lève 900 M\$

Localisée dans la banlieue de Vancouver, l'éditeur canadien a réussi à lever 900 M\$ dans le cadre d'un tour

de table (serie F) emmené par la société de capital-risque New Enterprise Associates (NEA) auquel ont participé notamment Goldman Sachs AM, Sixth Street Growth, CapitalG et Tidemark. Suite à cette opération, la valorisation de Clio atteint désormais 3 milliards de dollars. La précédente tranche de financement de la société remontait à avril 2021 pour un montant de 110 M\$.

SAP supprime 20 % de postes en plus que prévus

En janvier dernier le géant des logiciels allemand avait annoncé un vaste plan de restructuration affectant

8 000 postes, principalement sous la forme de départs volontaires et de reconversions internes. Mais le groupe vient de revoir à la hausse sa prévision en l'évaluant désormais entre 9 000 et 10 000 postes. "Par rapport à ce que nous avons indiqué au premier trimestre, nous avons ajouté environ 800 M€ de dépenses de restructuration et de cash out", a expliqué le directeur financier de SAP Dominik Asam dans une réunion avec les investisseurs. Si, pour son 2e trimestre, SAP a vu son chiffre d'affaires grimper de 10 % sur un an à 8,3 Md€, son bénéfice d'exploitation est tombé à 1,2 Md€, contre 1,4 Md€ un an plus tôt.

Mots fléchés

Assignations Concerne les légumes	Après-midi	Frousse	Tranquilles	Système de freinage	Instrument de cuisine Arrachât les poils	Elle peut être du logis Né dans les colonies
				Ombellifère Chanteuse française		
Cordial	Planche de bois	Inscription	Hume Drame lyrique			
				Atoll Même température moyenne		Apothicaire et astrologue français
Jérusalem dans la bible Astique			Jeune animal ovipare Haussèrent			
			Agence spatiale américaine Religieux		Saint normand Retirés du monde	
Amérindien	Agence spatiale européenne	Petit esprit		Retranchées		
		Département français Empereur russe		Utilisée par les routiers	Après la SDN	Erbium
Pâturage de haute montagne				Cesser le travail		
Tamiser				Consacra Petite sainte		
Bituré	Opposé à l'oil	Cheminées Mortifié		Grande excitation animale Cycle féminin		Poids du contenant
			Ennemi de Jerry Matière à l'école		Terroristes basques	
Chlore		Oté Relatif au mouton			Oncle emblématique des États-Unis Conspuer	
Terrain plat et uni	Seigneurie Ambitionnez			Héros de Brecht	Fabriques de la bière	Ruthénium Souveraine
			Renversés			
L'Irlande poétique Période de préparation avant Noël			Coiffures papales			Empereur romain Vieux transports en commun
			Boissons chaudes	Pesant le contenant Cordage marin		
A côté	Choisi	Distinction anglaise	Chiffre		Train de banlieue	
			Personnage légendaire		Marchera	
Le gratin Lapis-lazuli				Archives télévisuelles	Patronyme	
			Avant l'ONU		Sa famille	

TÉBESSA :

800 millions DA pour raccorder le pôle urbain El Anba aux réseaux d’eau potable et d’assainissement

Une enveloppe financière de 800 millions DA a été octroyée pour le raccordement du nouveau pôle urbain "El Anba" de la ville de Tébéssa aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, a indiqué mercredi la directrice de wilaya des ressources en eaux, Sonia Rehahlia. Cette enveloppe a été dégagée du programme sectoriel de 2024 pour raccorder ce nouveau pôle urbain qui devra accueillir 54.000 âmes aux deux réseaux d'eau potable et d'assainissement, a souligné, Mme Rehahlia qui a précisé que les travaux débiteront "dans les plus proches délais" pour bénéficier à plusieurs cités, dont celles des 1.200 logements de type location-vente du programme AADL 3.



ZONE EURO
L'activité économique proche de la stagnation en juillet

L'activité du secteur privé a encore ralenti en juillet dans la zone euro et se retrouve en "quasi-stagnation", plombée par la faiblesse du secteur manufacturier, selon l'indice PMI Flash publié mercredi par S&P Global. L'indice, calculé sur la base de sondages d'entreprises, est tombé à 50,1, après 50,9 en juin, atteignant son plus faible niveau depuis cinq mois. Il se situe tout juste au-dessus de la barre de 50 qui signale une croissance de l'activité, tandis qu'un chiffre en deçà reflète une contraction. Selon des experts, ces données s'expliquent par une forte divergence entre "la forte détérioration de la conjoncture du secteur manufacturier" et "la croissance modérée du secteur des services". Toutefois, le ralentissement économique observé ces derniers mois n'exclut toutefois pas la possibilité d'une croissance du PIB au troisième trimestre, ont-ils estimé. La France (PMI à 49,5) et l'Allemagne (48,7) ont toutes deux subi une contraction de leur activité en juillet. Ces chiffres marquent une détérioration pour l'Allemagne qui était encore en croissance le mois précédent (50,4), mais une amélioration pour la France dont l'indice a progressé de 1,3 point par rapport à juin.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
Plusieurs dossiers examinés

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à l'étude de plusieurs dossiers, notamment le suivi de la mise en œuvre des directives du Président de la République ayant trait à la transformation numérique. Une présentation sur l'état d'avancement du processus de numérisation des services et des systèmes utilisés par les services des impôts, des biens domaniaux et des douanes, visant à simplifier les procédures et à améliorer la qualité des services, a été présentée lors de cette réunion. Un accent particulier a été mis sur le développement de l'interopérabilité avec d'autres institutions et administrations publiques.

Le gouvernement a également entendu une présentation sur la stratégie nationale de développement des installations de stockage et de distribution de carburant, qui a identifié les principaux axes d'intervention dans le cadre d'une approche volontariste visant à assurer la gestion responsable et sécurisée de ces ressources, selon un programme de développement s'étendant sur la période 2024-2028. Sur un autre registre, le gouvernement a examiné l'état de l'approvisionnement en eau potable sur tout le territoire national et a pris connaissance de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme supplémentaire de dessalement de l'eau de mer approuvé par le Président de la République, qui vise à

augmenter le pourcentage de l'alimentation en eau potable provenant du dessalement pour la satisfaction des besoins nationaux. Un projet de décret exécutif précisant les modalités d'organisation des institutions pénales et facilitant la rééducation et l'intégration sociale des détenus, en application de la loi n°05-04 du 6 février 2005, qui comprend la loi organisant les prisons et la réinsertion des détenus, a aussi été étudié par le gouvernement. Enfin, les préparatifs pour la participation de l'élite sportive nationale aux prochains Jeux Olympiques Paris 2024 ont fait l'objet d'une présentation.

Synthèse R.E.

ETATS-UNIS

Baisse de 3,7 millions de barils des stocks de pétrole brut

Les stocks commerciaux de pétrole brut ont de nouveau baissé sensiblement aux Etats-Unis, selon des chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), malgré une chute de l'activité des raffineries. Ces réserves ont fondu de 3,7 millions de barils lors de la semaine achevée le 19 juillet, soit davantage que les 2,8 millions prévus par les ana-

lystes, selon un consensus établi par l'agence Bloomberg. C'est la quatrième contraction consécutive des stocks américains, qui ont perdu plus de 24 millions de barils depuis fin juin. Cette nouvelle fonte est partiellement liée un léger repli des importations (-2,3% sur une semaine) et une progression modérée des exportations (+5,6%). Autre élément d'explication, un ajustement statistique

qui a réduit le total des volumes arrivés sur le marché américain de 3,7 millions de barils sur la semaine. Cet ajustement est effectué pour corriger des approximations constatées pour des périodes antérieures et ne reflète donc pas l'activité du marché durant la semaine considérée. Le fléchissement des stocks contraste avec le ralentissement des raffineries américaines, qui n'ont utilisé

leurs capacités qu'à 91,6% la semaine dernière, contre 93,7% durant la période précédente, au plus bas depuis deux mois. Cette décelération du raffinage s'inscrit, elle, en décalage avec un sursaut (+8,2%) des livraisons de produits raffinés au marché américain, considérées comme un indicateur implicite de la demande. Les volumes d'essence acheminés ont bondi de 7,6%, pour atteindre leur

plus haut niveau depuis huit mois. Le kérosène a fait encore bien mieux (+22), signe de la forte demande dans le transport aérien. Quant aux stocks d'essence, ils ont diminué de 5,6 millions de barils, alors que les analystes ne les voyaient baisser que d'un million. Côté offre, la production est restée inchangée, à 13,3 millions de barils par jour, un record historique.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

L'argent facile produit des situations difficiles

La Mondialisation ou plus exactement la globalisation économique a réellement transformé les relations économiques tant au niveau national qu'à celui international. Le système financier a été le facteur principal dans ces transformations, plus que le libre – échange commercial. En effet, la financiarisation a outrance des économies a transformé les rapports de propriété, les systèmes de fiscalité, les relations bancaires et surtout la gouvernance des grandes sociétés. Le pouvoir est passé des mains des actionnaires directs vers les banques et les institutions d'intermédiation financière ; même la bourse exerce une influence considérable sur la gouvernance des sociétés lorsqu'il s'agit des décisions d'investissement, de la politique de distribution des dividendes, de la rémunération des dirigeants et de la politique d'implantation. Il n'y a pas que les capitaux propres qui sont sous l'emprise du marché financier. Un autre facteur a joué aussi un rôle décisif dans le développement des interactions sur les marchés financiers. Il s'agit de l'endettement, ce que certains économistes qualifient d'Argent facile. En effet, l'endettement encourage à l'usage des capitaux dans l'investissement, souvent il incite à un surdimensionnement des financements tant que les capitaux sont disponibles auprès des banques ou même auprès des institutions publiques par le truchement de la création monétaire pour financer les budgets publics. L'argent facile a commencé par asservir les entreprises avant d'atteindre les Etats. Aujourd'hui, beaucoup d'Etats sont surendettés au point où leur situation est devenue comparable aux entreprises en faillite. D'une part, les besoins

en trésorerie pour rembourser le capital obèrent significativement les recettes budgétaires, d'autre part, les dépenses budgétaire de paiement des intérêts de la dette viennent gonfler les dépenses publiques et provoquent une éviction des autres dépenses destinées aux services publics. L'endettement, qu'il soit interne ou international, les conséquences en sont les mêmes. Au niveau international les volumes sont colossaux et les alertes ont été données par le FMI depuis plusieurs années déjà, mais le phénomène continue sa progression. Au niveau de chaque pays, certains pays sont endettés dans des proportions alarmantes : deux à trois fois le PIB. Comment régler ce problème qui risque de créer une crise mondiale sans précédent avec des faillites des banques et des Etats faillis ... Trois options sont généralement offertes aux débiteurs pour rétablir un certain équilibre : 1. Partage la charge de la dette (principal et intérêt) sur l'ensemble de la population, soit par un impôt spécial, soit par l'inflation ; 2. Cession des actifs publics sur le marché ; et 3. Mettre la dette sur le marché. Aucune de ces options n'est indemne en matière d'impact sur l'économie et la société. L'argentine qui souffre de cette endettement depuis plusieurs décennies est arrivé à l'impasse ; ni le marché financier, ni le FMI ne semblent lui venir en aide pour sortir du cycle infernal. Le nouveau président, économiste très libéral, pense avoir trouvé la solution, cette semaine : il a mis sur le marché plus de deux mille biens publics (immeubles et autres actifs jugés non utiles (sic)) pour collecter l'argent nécessaire au remboursement d'une partie

de la dette. Les EU, La France, l'Italie, l'Allemagne parmi les pays développés ou L'Egypte, la Turquie ou le Maroc dans les pays du Sud sont dans une situation assez difficile, leurs débiteurs internationaux songent sérieusement à se débarrasser des titres obligataires détenus par ces pays. Des pays, grands épargnants, comme l'Arabie saoudite et la Chine habitués à des placements dans ces Etats commencent à revoir leur stratégie de placement. L'Arabie Saoudite a lancé, cette semaine, une menace pour retirer son épargne auprès des pays européens lourdement endettés. A court et moyen terme, la solution argentine sera certainement suivie par d'autres pays (cession d'actifs ou de patrimoines publics) ; d'autres démarches sont aussi envisageables, comme la mise de la dette publique sur les marchés financiers avec, bien entendu, des décotes. Il ne s'agit pas de faire le procès du crédit, au contraire celui-ci a été et est pour toujours le moteur de l'activité économique, le problème est de ne pas abuser de cette source de financement facile et ainsi de lier l'endettement à la nature de l'activité à financer, laquelle activité qui doit dégager les cash-flows nécessaires pour un remboursement à échéance. Ceci est valable aussi pour le financement des déficits budgétaires par la création monétaire si cet endettement est destiné au financement du budget de fonctionnement. Finalement l'argent facile (endettement sur le marché ou par création monétaire) produit des situations difficiles (cession de patrimoine et/ou appauvrissement de la population).